

Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie
Crédoc

Collection

CREDOC
BIBLIOTHÈQUE

des rapports

Octobre 1988

N° 43



CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANCAIS

OPINIONS ET ASPIRATIONS EN FRANCE

10 années d'observation

1978 - 1988



Crédoc - Collection des rapports.
N° 43. Octobre 1988.

CREDOC•Bibliothèque



Equipe 'ASPIRATIONS'

CREDOC
BIBLIOTHÈQUE



R 126

Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie
Crédoc

CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANCAIS

OPINIONS ET ASPIRATIONS EN FRANCE

10 années d'observation

1978 - 1988



CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANCAIS

Etude réalisée à la demande
de la Caisse Nationale des Allocations Familiales

Equipe composée de :

- . Ludovic Lebart, Directeur Scientifique
- . Françoise Boscher, Frédéric Chateau, Catherine Duflos, Françoise Gros, Laurence Haeusler, Lucette Laurent, Philippe Pleuvret.

C R E D O C

Président : Bernard Jouvin
Directeur : Robert Rochefort

S O M M A I R E

	PAGES
. Niveau de vie personnel	1
. Niveau de vie des Français	3
. Conditions de vie	5
. Crainte du chômage	7
. Chômage de longue durée	9
. Famille-refuge	11
. Politiques sociales de la famille	13
. Travail féminin	15
. Education (image de l'enseignement)	17
. Education (rôle des lycées et collèges	19
. Cadre de vie	21
. Progrès scientifique	23
. Diffusion de l'informatique	25
. Société	27
. Justice	29
. Energie nucléaire	31
. Energie	33
. Crainte d'un accident de la route	35

ENQUETE "CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANCAIS"

Caractéristiques techniques :

- . Echantillon de 2000 individus représentatif de l'ensemble des Français métropolitains âgés de 18 ans et plus.
- . Méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle, région et taille d'agglomération).
- . Réalisation des enquêtes :
 - chaque année en novembre-décembre de 1978 à 1987
 - chaque année en avril-mai depuis 1984
- . Echantillon renouvelé à chaque vague d'enquête. Les 2000 personnes sont interrogées par enquêteur à domicile.

Thèmes :

Thèmes multiples de façon à couvrir autant que possible la totalité du champ d'observation visé : l'ensemble des conditions de vie vécues et perçues.

Thèmes abordés en 1987 :

Formation; Famille et politique sociale de la famille; logement et cadre de vie quotidien; Energie; Emploi; Transports; Education; Santé; Alimentation, nutrition; Situation économique du foyer, perception des niveaux de vie et des conditions de vie; Epargne, crédit, retraite; Environnement familial et social; Loisirs; Chômage et politique sociale du chômage; Problèmes généraux : société, progrès, solidarité collective, inquiétudes.

Equipe :

- . Ludovic Lebart (Responsable scientifique)
- . Françoise Boscher, Frédéric Chateau, Catherine Duflos, Françoise Gros, Laurence Haeusler, Lucette Laurent, Philippe Pleuvret.

Contacts commerciaux : Georges Hatchuel

NIVEAU DE VIE PERSONNEL

une perception assez négative

Perception du niveau de vie personnel depuis dix ans

En % des 2000 personnes interrogées chaque année

En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années...?					
	Ca va mieux	C'est pareil	Ca va moins bien	Ne sait pas	Ensemble
1978	45,9	27,0	24,4	2,7	100,0
1979	44,6	25,3	27,7	2,4	100,0
1990	39,1	24,5	33,6	2,8	100,0
1981	39,6	26,7	31,6	2,1	100,0
1982	32,0	29,1	35,9	3,0	100,0
1983	31,0	28,0	33,0	3,0	100,0
Printemps 1984	29,6	25,1	42,2	3,1	100,0
Automne 1984	25,1	24,0	47,9	3,0	100,0
Printemps 1985	29,0	22,3	45,3	3,4	100,0
Automne 1985	30,1	27,8	40,0	2,1	100,0
Printemps 1986	34,9	25,7	37,7	1,7	100,0
Automne 1986	30,7	30,7	36,0	2,6	100,0
Printemps 1987	29,0	27,2	42,3	1,5	100,0
Automne 1987	27,7	28,7	41,5	2,1	100,0

Pour la période 1978-1984, le sentiment d'une dégradation régulière du niveau de vie personnel est clairement exprimé par les Français, avec pour l'année 1981, un palier plutôt qu'un changement de tendance. Le pourcentage des réponses "ça va moins bien" double en sept ans, passant de 24 à 48%. Bien que toujours négatif, leur jugement s'améliorait au cours des deux années suivantes. Il semblerait qu'après une prise de conscience progressive de la "crise", une certaine accoutumance se soit manifestée.

L'année 1987 ne confirme pas cette tendance, puisque la proportion des réponses "ça va moins bien" s'est accrue de 5 points (pour atteindre 42%), tandis que celle des réponses "ça va mieux" diminuait de 3 points: se situant à 28% à l'automne, ce pourcentage est le plus faible enregistré depuis la fin 1984 (25%).

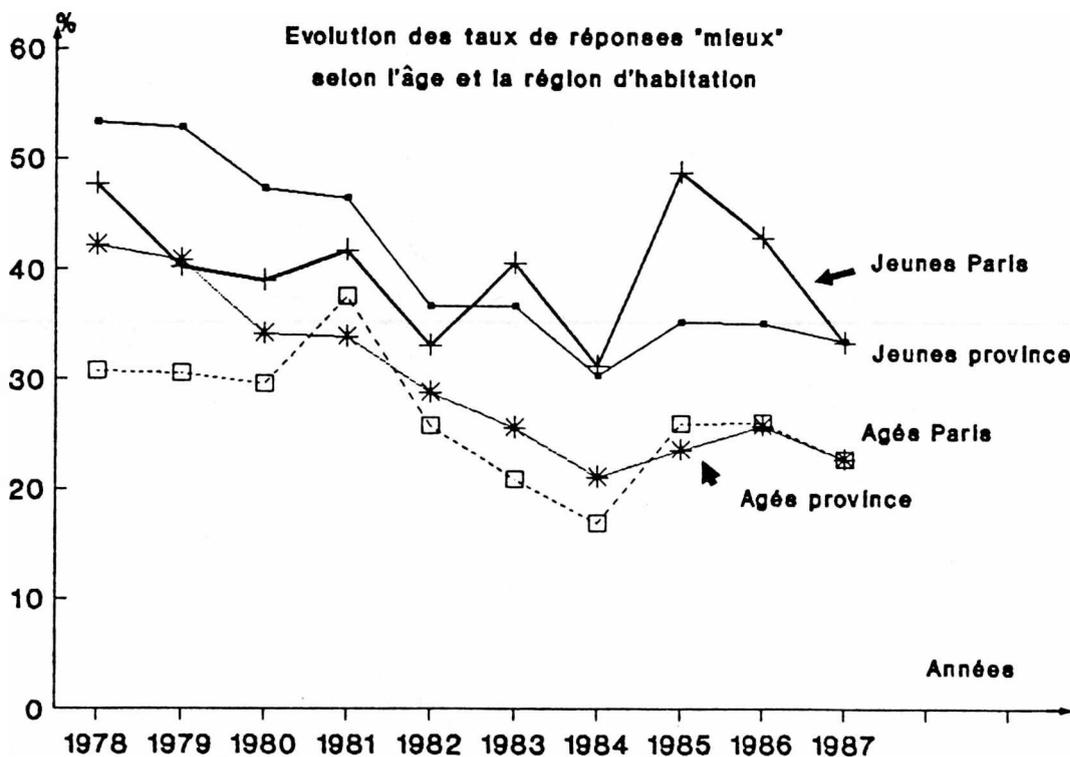
Bien que le libellé de la question évoque plutôt une sorte de bilan sur "longue période" ("...depuis une dizaine d'années..."), il semble bien que les réponses restent marquées par l'évolution récente du pouvoir d'achat.

Malgré une certaine convergence,

les jeunes restent plus satisfaits

La figure ci-dessous illustre l'évolution des pourcentages de réponses "ça va mieux" pour quatre catégories de Français, qui présentent sur de nombreux sujets de grandes disparités d'opinions et d'attitudes: pour les plus de quarante ans, comme pour les moins de quarante ans, les habitants de la région parisienne sont distingués de ceux du reste de la France.

Niveau de vie personnel depuis 10 ans



Depuis 1978, le sentiment d'une dégradation du niveau de vie personnel paraît de plus en plus ressenti par ces différents groupes. Les différences entre Paris et la province se sont estompées au fil des années, alors que l'âge continue de différencier les opinions : les jeunes demeurent plus souvent satisfaits que leurs aînés.

L'âge, le niveau de vie, le revenu exercent, certes, une influence sur le niveau de satisfaction exprimée. Cependant les réponses ne sont pas aussi "objectives" que le laisserait supposer l'intitulé de la question; les manifestations d'humeur et d'inquiétude, qui sont sous-jacentes, en font bien une question de perception.

NIVEAU DE VIE DES FRANÇAIS

une perception très négative

Perception du niveau de vie des Français depuis dix ans

En % des 2000 personnes interrogées chaque année

En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français, diriez-vous que depuis une dizaine d'années ...?					
	Ca va mieux	C'est pareil	Ca va moins bien	Ne sait pas	Ensemble
1978	46,7	17,3	28,3	7,7	100,0
1979	44,5	16,4	32,1	7,0	100,0
1980	37,3	16,5	39,6	6,6	100,0
1981	38,6	17,5	37,7	6,2	100,0
1982	30,7	21,1	43,9	4,3	100,0
1983	27,2	19,3	47,7	5,8	100,0
Printemps 1984	22,0	18,3	54,8	4,9	100,0
Automne 1984	16,7	13,7	65,3	4,3	100,0
Printemps 1985	15,0	14,1	64,4	6,5	100,0
Automne 1985	20,2	16,4	59,1	4,3	100,0
Printemps 1986	25,8	18,3	49,7	6,2	100,0
Automne 1986	17,3	17,1	58,3	7,3	100,0
Printemps 1987	19,7	17,1	57,9	5,3	100,0
Automne 1987	19,1	17,0	59,2	4,7	100,0

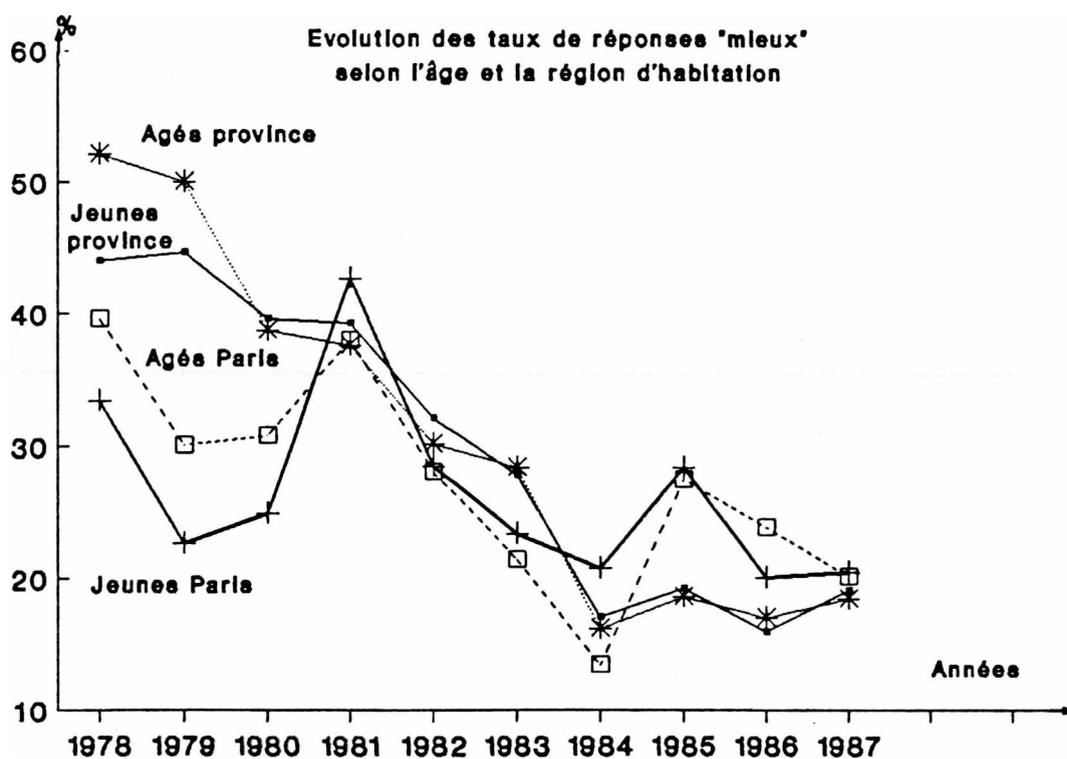
L'évolution du niveau de vie de l'ensemble des Français est perçue comme celle du niveau de vie personnel, mais encore plus défavorablement. La perception d'une dégradation depuis 1978 s'accroît et se prolonge jusqu'au printemps 1985; une brève "embellie" se manifeste de l'automne 1985 au printemps 1986, pour laisser place de nouveau à un jugement fortement négatif : moins de 20% des personnes estiment que le niveau de vie des Français "va mieux", alors que presque 60% sont d'une opinion contraire.

Les personnes interrogées se montrent beaucoup plus pessimistes pour l'ensemble des Français que pour elles-mêmes. Il semblerait que l'impact de la conjoncture ne soit pas neutre sur la perception comparée du cas personnel et de celui des "autres". En période de croissance, les personnes interrogées attendant les fruits de cette période favorable, auraient le sentiment d'être laissées pour compte et jugeraient plus sévèrement leur propre situation que celle des autres. A l'inverse, en période de crise, elles auraient le sentiment d'être privilégiées ou relativement à l'abri.

Une convergence très accentuée sur le niveau de vie des Français

Comparer l'évolution des pourcentages de réponses "ça va mieux" chez les habitants de Paris et ceux de la province, selon qu'ils ont plus ou moins de quarante ans, met en évidence le caractère plus politique de l'appréciation du niveau de vie de l'ensemble des Français que de celle du niveau de vie personnel; l'année 1981 reste un élément marquant de l'évolution de ces dernières années.

Niveau de vie des Français depuis 10 ans



Le changement de gouvernement de 1981 a suscité plus d'optimisme chez les parisiens, jeunes et âgés, que chez les provinciaux. Après cette date, les écarts entre ces groupes se trouvent réduits, sauf à l'automne 1985, où les parisiens manifestent, à nouveau, une relative poussée d'optimisme. C'est à l'automne 1987, que simultanément, les écarts paraissent les plus faibles et que la satisfaction atteint l'un de ses niveaux les plus bas.

CONDITIONS DE VIE

des anticipations réservées

Perception des conditions de vie dans les cinq ans à venir

En % des 2000 personnes interrogées chaque année

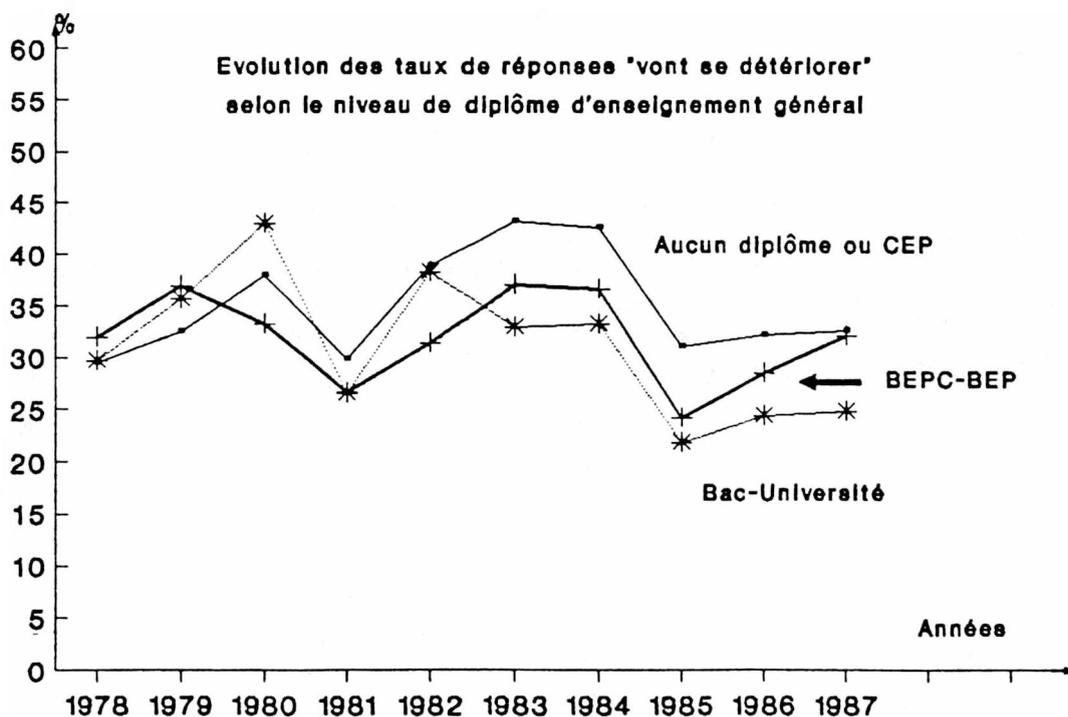
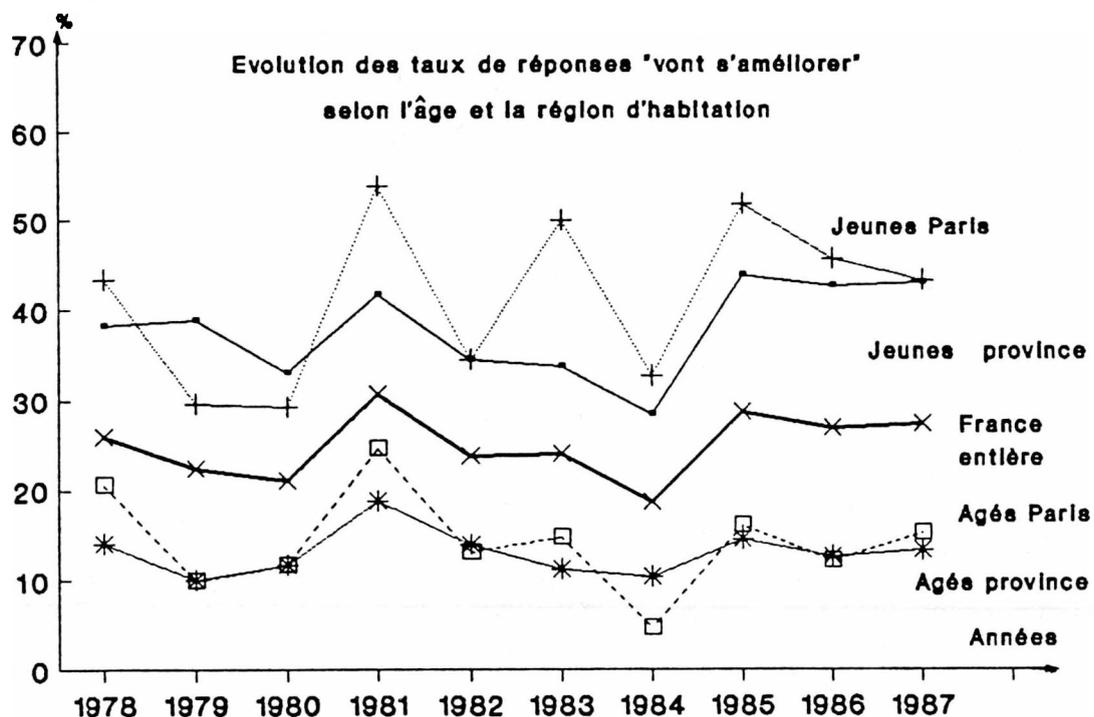
Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer au cours des cinq prochaines années...?					
	Vont			Ne sait pas	Ensemble
	s'améliorer	rester semblables	se détériorer		
1978	25,9	32,1	29,9	12,1	100,0
1979	22,4	35,2	33,7	8,7	100,0
1980	21,1	31,0	38,2	9,7	100,0
1981	30,8	29,5	28,8	10,9	100,0
1982	23,8	31,0	37,8	7,4	100,0
1983	24,0	28,0	40,1	7,9	100,0
Printemps 1984	19,7	28,3	45,2	6,8	100,0
Automne 1984	18,7	32,8	39,7	8,8	100,0
Printemps 1985	24,2	29,5	37,0	9,3	100,0
Automne 1985	28,7	35,7	28,1	7,5	100,0
Printemps 1986	28,0	34,5	28,3	9,2	100,0
Automne 1986	26,9	33,9	29,9	9,3	100,0
Printemps 1987	24,3	32,2	37,4	6,1	100,0
Automne 1987	26,4	34,1	30,8	7,7	100,0

Les anticipations sur les conditions de vie dans les cinq ans à venir se révèlent, heureusement, beaucoup moins négatives que la perception de l'évolution passée des niveaux de vie. Cependant, elles sont loin d'être optimistes: après l'année 1981, pour laquelle on enregistrait simultanément le pourcentage le plus élevé de réponses "vont s'améliorer" (31%) et un des plus bas de réponses "vont se détériorer" (29%), une vague de pessimisme très marquée s'étend de 1982 au printemps 1985, avec un record au printemps 1984 (45% pour "vont se détériorer" et 20% "vont s'améliorer"). Après l'amélioration de 1985, les prévisions de détérioration regagnent du terrain.

Cette question, qui implique une certaine vision de l'avenir, se montre évidemment plus sensible à la conjoncture politique que le bilan des années passées.

Les jeunes toujours les plus optimistes,
les diplômés les moins pessimistes

Conditions de vie dans les cinq
années à venir



CRAINTE DU CHOMAGE

à un niveau élevé

La crainte du chômage

En % des 2000 personnes interrogées chaque année

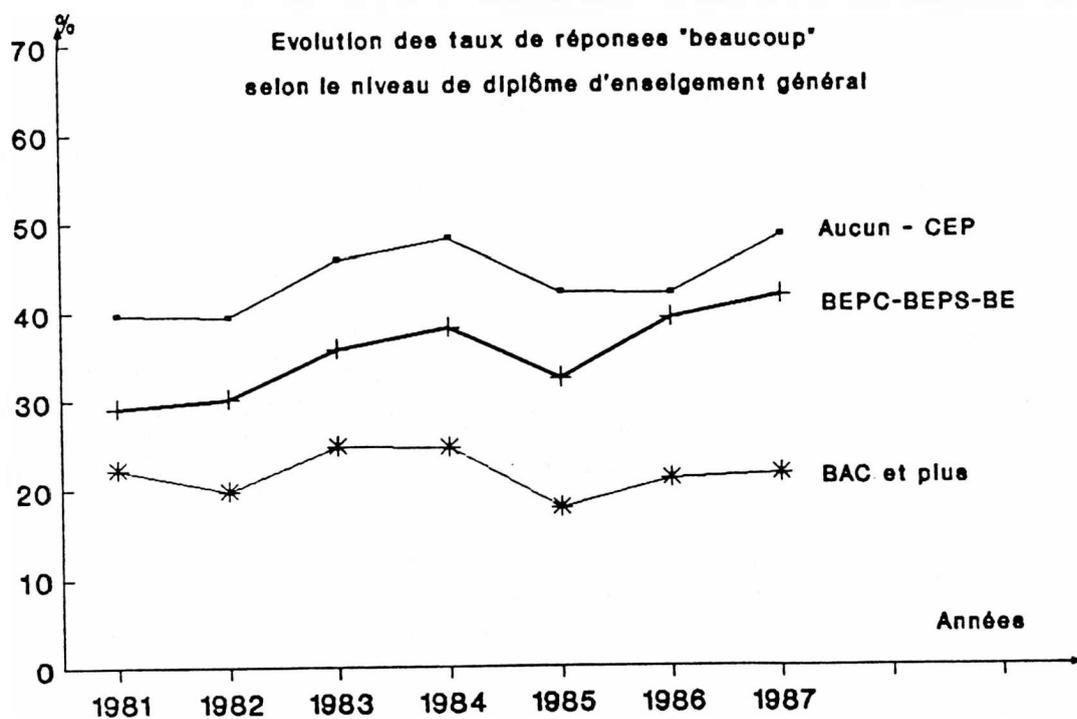
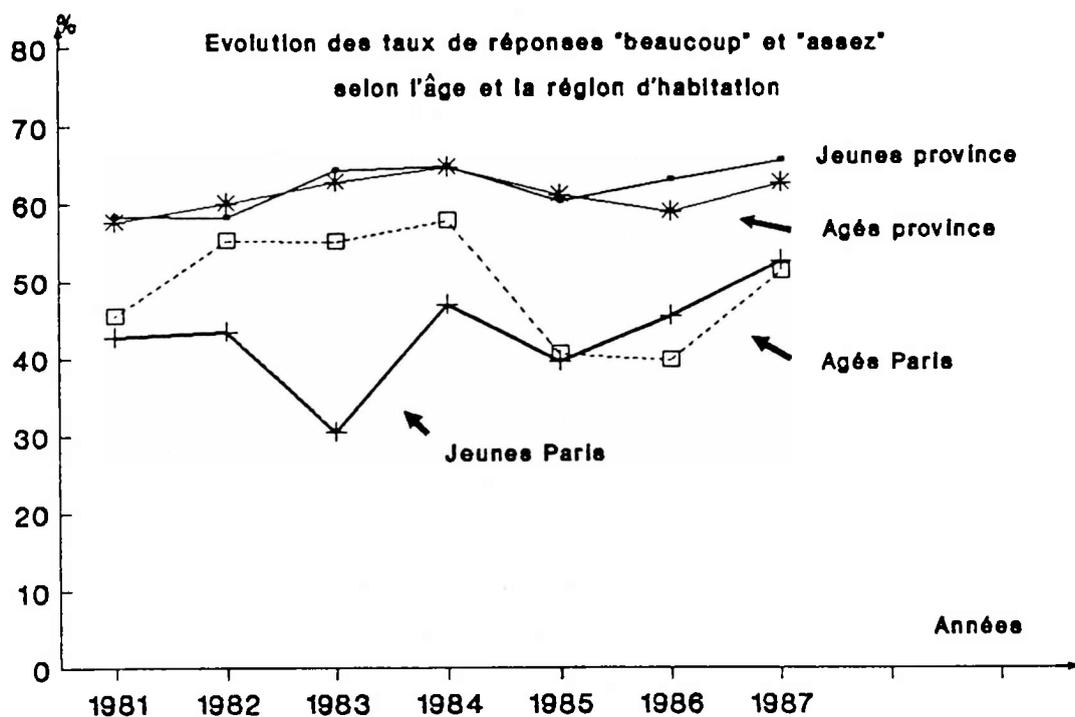
On éprouve parfois de l'inquiétude, pour soi-même ou pour des proches. Pouvez-vous me dire si le risque du chômage vous inquiète? (1)						
	Beaucoup	Assez	Un peu	Pas du tout	Ne sait pas	Ensemble
1981	34,8	21,1	17,8	25,9	0,4	100,0
1982	34,5	23,1	20,4	21,5	0,5	100,0
1983	39,8	20,0	16,9	23,2	0,1	100,0
Printemps 1984	45,4	20,9	15,4	18,3	0,0	100,0
Automne 1984	41,7	21,0	18,5	18,8	-	100,0
Printemps 1985	43,1	21,6	16,4	18,9	-	100,0
Automne 1985	35,5	22,2	21,8	20,4	0,1	100,0
Printemps 1986	39,0	24,8	18,5	17,7	-	100,0
Automne 1986	36,9	21,3	19,6	22,1	0,1	100,0
Printemps 1987	41,1	20,6	16,9	21,4	-	100,0
Automne 1987	41,5	20,7	17,5	20,3	0,0	100,0

(1) En fait, cette question n'est pas posée toute seule, mais se trouve incluse dans l'ensemble des questions "inquiétude".

Malgré quelques améliorations ou tensions passagères, les Français craignent globalement davantage le chômage à l'automne 1987 (42% de personnes "beaucoup" inquiètes) qu'à la fin de l'année 1981 (35%). Moins les personnes sont diplômées, plus elles avouent s'inquiéter du chômage. Cette inquiétude paraît plus vive en province qu'à Paris; les parisiens de moins de 40 ans qui se sentaient un peu plus à l'abri, semblent prendre conscience du risque après 1985.

Cependant, si le chômage est plus redouté pour soi-même ou pour les siens, les Français se montrent, fin 1987, un peu plus optimistes sur l'évolution générale: 68% pensent que le nombre de chômeurs "va augmenter pendant plusieurs années"; ils étaient 83% en 1984, environ 70% en 1985-86.

Inquiétude de l'éventualité du chômage



CHOMAGE DE LONGUE DUREE :

un difficile problème

Des mesures jugées utiles par les Français mais n'apportant pas de solution au problème de l'emploi.

Opinions sur les travaux d'intérêt général

Automne 1987 - 2000 personnes - en %

<p>Vous savez peut-être que certains chômeurs de longue durée ne perçoivent qu'une faible indemnité d'environ 2000 F par mois. Actuellement, des mesures sont prises à l'égard de ces chômeurs. Par exemple, on leur propose d'effectuer des activités d'intérêt général (entretien d'équipements collectifs, d'espaces verts, travaux administratifs dans une mairie, aide aux malades, aux personnes âgées, ...) à mi-temps et faiblement rémunérées (500 à 750 F par mois).</p>	
<p>Trouvez-vous cette mesure ...?</p>	
<p>- Plutôt utile : 69,0</p>	<p>Pour quelle raison principalement ?</p>
	<p>- Cela peut les aider à retrouver un véritable emploi 23,9</p>
	<p>- Cela leur apporte un complément de ressources 26,3</p>
	<p>- Cela leur permet simplement de ne pas se sentir rejetés de la société ... 49,8</p>
<p>Ensemble 100,0</p>	
<p>- Plutôt inutile : 30,6</p>	<p>Pour quelle raison principalement ?</p>
	<p>- Cela ne les aide pas à retrouver un véritable emploi 26,2</p>
	<p>- Cela ne les incite pas financièrement à rechercher un emploi -</p>
	<p>- C'est un moyen de les faire travailler en les sous-payant 52,4</p>
	<p>- C'est un moyen de faire pression sur les salaires en général 4,3</p>
	<p>- Ces activités ne sont pas de véritables emplois 14,4</p>
	<p>- Autre 2,0</p>
<p>- Ne sait pas 0,7</p>	
<p>Ensemble 100,0</p>	
<p>- Ne sait pas : 0,4</p>	
<p>100,0</p>	

Sept français sur dix estiment "utiles" les activités d'intérêt général; cette mesure est nettement plus souvent perçue comme un moyen d'éviter aux chômeurs de longue durée une exclusion de la société (50%), que comme une solution au problème de l'emploi (24%) ou une aide financière (26%). Percevoir "l'inutilité" d'une telle mesure traduit essentiellement le refus du travail sous-payé.

Opinions sur les "petits boulots"

Automne 1987 - 2000 personnes - en %

Trouvez-vous normal que ces chômeurs, faiblement indemnisés puissent exercer des emplois salariés de courte durée ("petits boulots" déclarés autres que les activités d'intérêt général) tout en continuant à percevoir une partie de leur indemnité de chômage ?	
- OUI :	83,1
Pourquoi principalement ?	
- Cela peut les aider à retrouver un véritable emploi	24,5
- Cela leur apporte un complément de ressources	44,6
- Cela leur permet simplement de ne pas se sentir rejetés de la société	21,3
- Cela permet d'éviter le travail au noir	9,3
- Ne sait pas	0,3
Ensemble	
- NON :	16,3
Pourquoi principalement ?	
- Cela ne les aide pas à retrouver un véritable emploi	24,0
- Cela ne les incite pas financièrement à rechercher un véritable emploi	24,4
- Cela risque d'entraîner une généralisation des "petits boulots" au détriment d'emplois permanents	49,8
- Autre	1,8
Ensemble	
- NSP :	0,6
100,0	

Le consensus est encore plus grand en ce qui concerne la reconnaissance de l'exercice de "petits boulots" pour ces chômeurs : plus de 8 Français sur 10 jugent cela "normal". Dans ce cas, la mesure est plus souvent perçue comme une aide financière (45%) que comme un moyen de retrouver un emploi (25%) ou de rester inséré dans la société (21%). Peu nombreux sont ceux qui voient là un moyen de lutte contre le travail au noir. La raison majeure de l'opposition à une telle mesure vient de la crainte de voir se généraliser la précarité des emplois au détriment de leur stabilité.

L'adhésion à des mesures de ce type augmente régulièrement avec l'âge : de 57% chez les jeunes de moins de 25 ans à 82% dans la tranche des 65 ans et plus, en ce qui concerne la perception de l'utilité des activités d'intérêt général; de 77% à 88% à propos de l'existence "normale" des petits boulots.

Ces mesures sont également plus souvent jugées positives par les personnes qui ne sont pas ou plus directement concernées par le problème du chômage : les retraités sont à cet égard les plus favorables.

L'opinion des chômeurs se nuance plutôt en fonction du type de mesure : s'ils se montrent plus souvent réservés sur le bien fondé des activités d'intérêt général (47% les trouvent "inutiles" contre 31% en moyenne), ils acceptent plus volontiers la mesure relative à l'exercice de "petits boulots" (85% l'estiment "normale").

FAMILLE

une valeur en progression

Si une tendance au désintérêt progressif pour des valeurs familiales traditionnelles pouvait encore être soulignée, il y a peu de temps, les résultats de l'enquête Aspirations montrent un léger regain d'intérêt à leur égard. Il semble que les difficultés de la crise tendent à revaloriser le soutien et l'aide intra-familiale. L'exemple le plus caractéristique est donné par l'évolution des réponses devant une assertion aussi restrictive dans son libellé que "la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu".

La famille, seul endroit ...

En % des 2000 personnes interrogées chaque année

Etes-vous d'accord avec l'idée suivante: "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu"?				
	Oui	Non	Ne sait pas	Ensemble
1978	69,7	30,3	-	100,0
1979	68,7	31,3	-	100,0
1980	66,6	33,4	-	100,0
1981	63,7	36,0	0,3	100,0
1982	60,8	39,1	0,1	100,0
1983	63,0	36,9	0,1	100,0
Printemps 1984	63,3	36,4	0,3	100,0
Automne 1984	62,9	37,0	0,1	100,0
Printemps 1985	62,7	37,3	0,0	100,0
Automne 1985	62,8	37,1	0,1	100,0
Printemps 1986	64,1	35,9	-	100,0
Automne 1986	63,8	36,2	0,0	100,0
Printemps 1987	69,5	30,3	0,2	100,0
Automne 1987	70,4	29,4	0,2	100,0

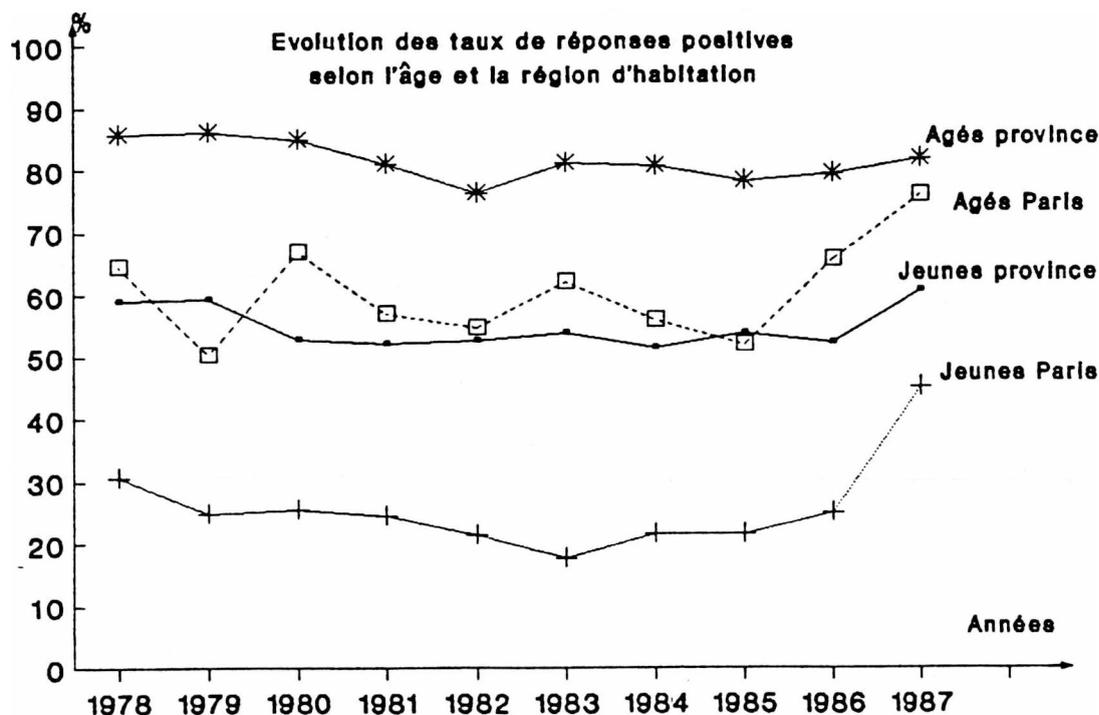
La très forte approbation (70%), que l'on relevait en 1978, s'amenuise progressivement jusqu'en 1982 (61%), pour connaître une stabilité à un niveau un peu plus élevé (63%) les années suivantes; 1987 se trouve marqué, dès l'enquête de printemps, par un retour à une approbation très forte (à nouveau 70%). Cette évolution doit-elle s'interpréter comme un retour à une conception plus traditionnelle de la famille, ou doit-on s'interroger sur l'évolution du contenu? Autrement dit, le mot famille désigne-t-il la même chose en 1987 qu'en 1978?

Jeunes parisiens,

la famille mieux acceptée

Les écarts entre Paris et la province, avant ou après 40 ans, ont ici une ampleur beaucoup plus importante que les seules variations temporelles.

**"La famille est le seul endroit
où l'on se sent bien et détendu"**



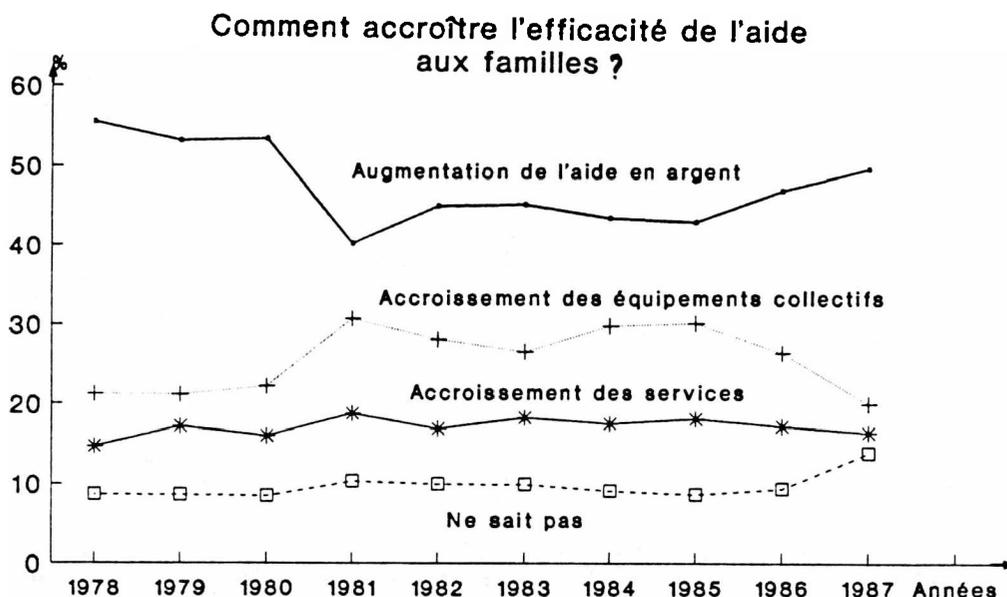
Jusqu'en 1986 des effets âge et région se compensaient, mettant les jeunes provinciaux au niveau des parisiens âgés. En 1987, le progrès de la famille-refuge affecte en premier lieu les parisiens, à tel point que, pour les plus âgés, peu de différences subsistent entre Paris et la province. Les jeunes provinciaux paraissent alors occuper une position assez modérée, tandis que les jeunes parisiens sont plus extrêmes; malgré une forte progression, cette image de la famille reste fréquemment rejetée.

L'importance relative de la vie privée organisée autour de la cellule familiale, telle que l'évoque la question, augmente avec l'âge et diminue avec le niveau de diplôme.

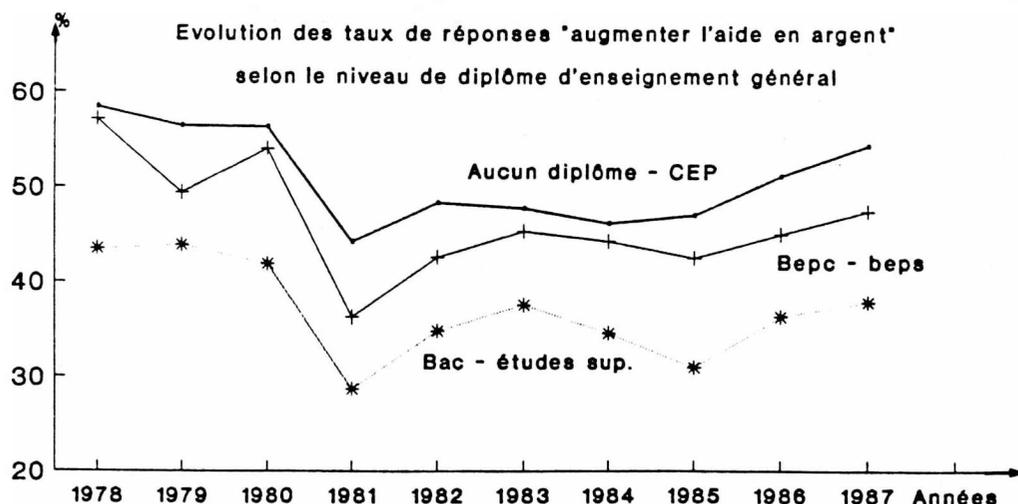
POLITIQUES SOCIALES DE LA FAMILLE

Le repli des solutions collectives

En matière de politique familiale, l'année 1981 a enregistré une forte augmentation des réponses en faveur des équipements collectifs (+8 points); le choix de l'aide en argent a décliné dans les mêmes proportions. Ce partage a ensuite peu varié pendant 5 ans; 29% des réponses pour les équipements, et 44% pour l'aide en argent.



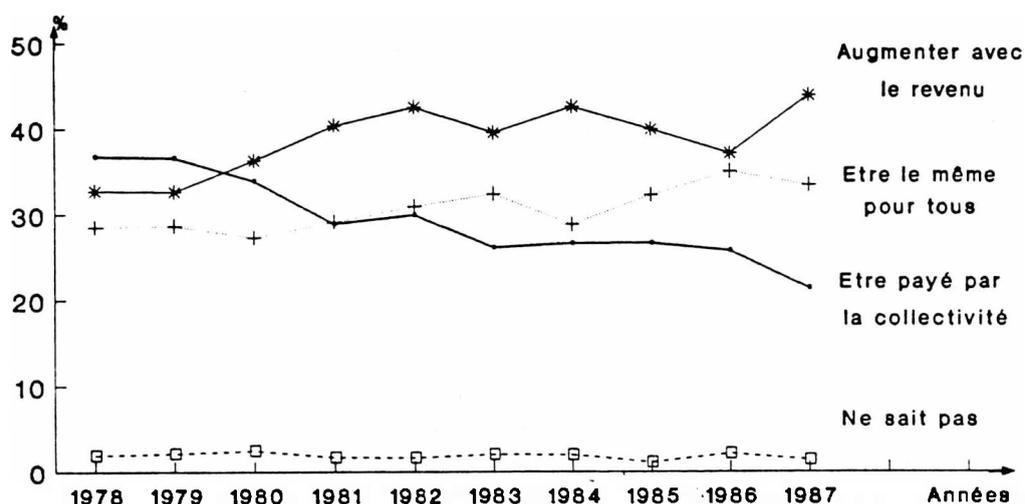
Les deux dernières années ont été marquées par un retour de l'opinion à des niveaux proches de ceux de 1978-1979, c'est-à-dire par le repli des réponses en faveur des équipements (20% en 1987), au profit du choix de l'aide en argent. Celui-ci est plus caractéristique des individus peu ou pas diplômés, mais son niveau élevé en début de période comme son retour en force ces deux dernières années ont touché toutes les catégories de la population.



Les opinions en faveur d'un coût d'accès aux équipements collectifs pour les familles, qui soit progressif en fonction du revenu, ont augmenté au début des années 1980 (de 33% en 1978-1979 à 40% en 1981), et sont restées à des niveaux élevés en fin de période.

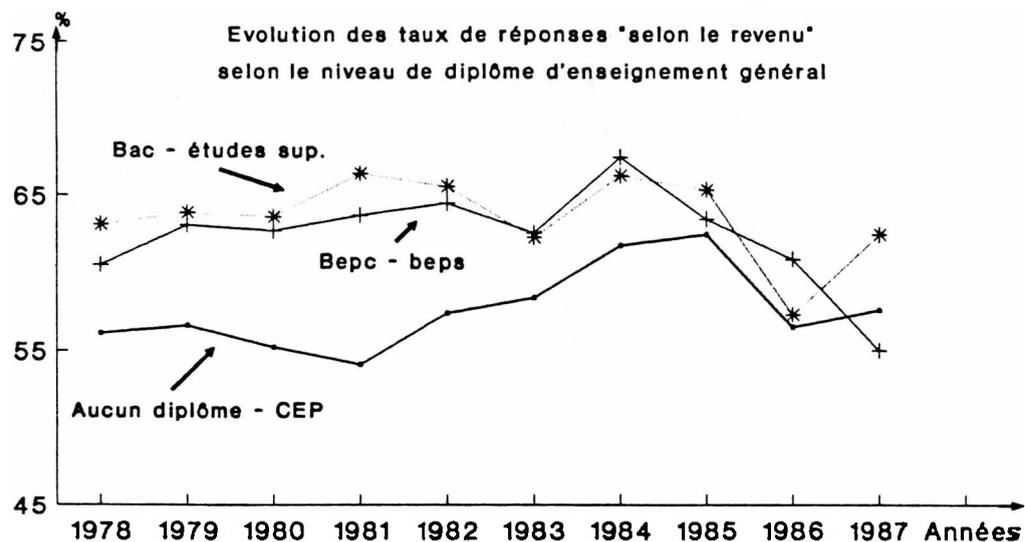
Au contraire, l'opinion selon laquelle ces équipements devraient être pris en charge entièrement par la collectivité décroît continûment de 1978 (37%) à 1987 (21%).

Le coût d'accès aux équipements et aux services existants doit :



Les allocations familiales sont actuellement distribuées de manière indépendante des revenus. Interrogés sur ce point, 60% des Français pensent qu'elles devraient être calculées en fonction du salaire. Ce taux varie peu au fil du temps. Les personnes peu ou pas diplômées sont moins nombreuses que les autres à choisir cet item jusqu'en 1983, alors qu'en fin de période, les réponses ne se différencient plus selon les catégories de diplômés.

Calcul des allocations familiales



TRAVAIL FEMININ

en très léger repli ?

Opinions sur le travail des femmes

En % des 2000 personnes interrogées chaque année

Des opinions diverses peuvent être exprimées à propos du travail des femmes. Quel est le point de vue qui semble correspondre le mieux au vôtre?							
	Elles ne devraient jamais travailler		Elles devraient travailler		Elles ne devraient jamais travailler	Ne sait pas	Ensemble
	lorsqu'elles ont des enfants en bas âge	que si la famille ne peut vivre avec un seul salaire	dans tous les cas où elles le désirent	toujours			
1978	40,6	22,4	29,6	1,1	5,5	0,8	100,0
1979	38,4	22,8	31,7	1,2	4,5	1,4	100,0
1980	41,3	21,8	30,6	1,7	3,7	0,9	100,0
1981	33,4	19,6	40,4	1,3	4,6	0,7	100,0
1982	32,7	23,7	37,3	1,8	3,9	0,6	100,0
1983	29,0	23,2	41,4	2,3	2,9	1,2	100,0
1984	30,4	23,4	40,6	1,2	3,7	0,7	100,0
1985	28,2	24,6	40,8	2,1	3,5	0,8	100,0
1986	28,6	22,6	42,2	2,1	3,1	1,4	100,0
1987	29,4	23,6	39,3	2,3	4,3	1,1	100,0

Les attitudes à l'égard du travail féminin ont beaucoup évolué au cours de ces dix dernières années. L'année 1981 se révèle, dans ce domaine, un point de rupture où les deux opinions les plus fréquentes enregistrent une évolution de 10 points, en sens inverse, qui est ensuite suivie d'une relative stabilité. L'opinion la plus répandue (41%) en 1978, selon laquelle "elles ne devraient jamais travailler lorsqu'elles ont des enfants en bas âge", ne rencontre plus que 29% d'adhésion.

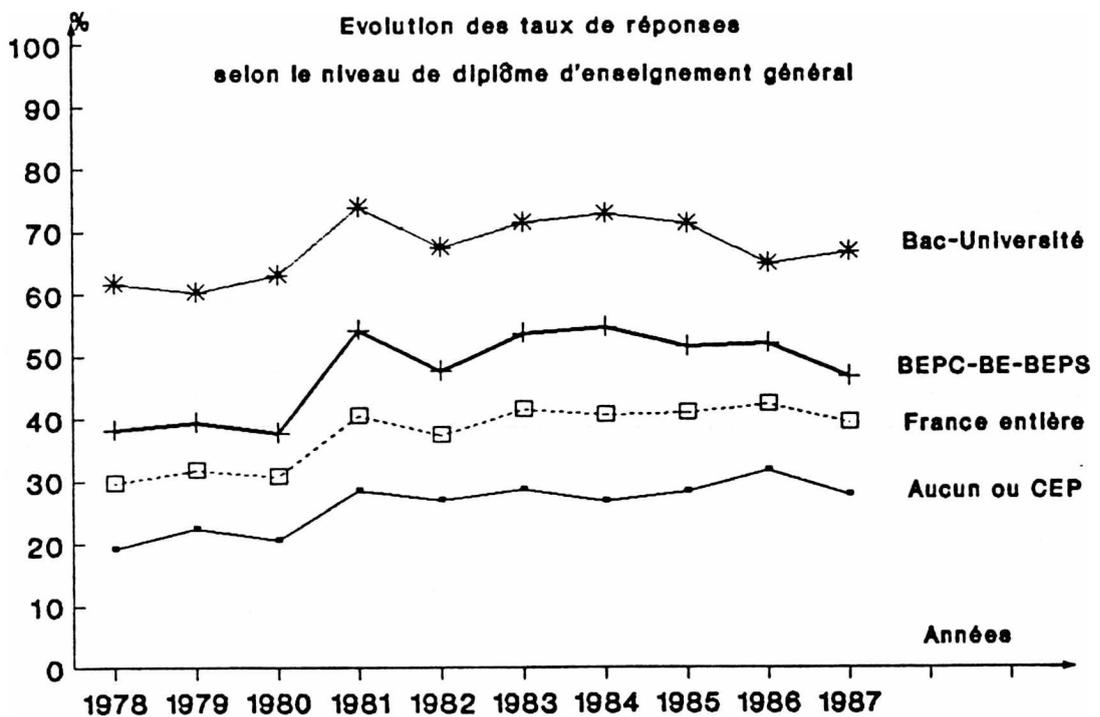
Cette évolution s'est faite au profit d'une conception réputée plus "moderniste", qui prône le travail des femmes "dans tous les cas où elles le désirent"; partagée par 30% des Français en 1978, cette réponse gagnait 10 points en 1981, et atteignait 42% en 1986; 1987 fait apparaître un très léger tassement (39%), sans qu'il y ait retour au niveau de 1978 (30%).

Les diplômés, toujours plus favorables

au travail féminin

Comme à propos de la conception de la famille, les variations temporelles se révèlent beaucoup plus faibles que la dispersion selon les catégories de population, repérées ici par leur niveau d'instruction (figure ci-dessous).

"Les femmes devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent"



La croissance "en baïonnette" de la liberté de choix laissée aux femmes est bien illustrée par ce graphique, où l'on voit l'année 1981 entourée de deux paliers, le second se situant à un niveau plus élevé que le premier. L'attrait pour cette conception moderniste augmente sensiblement avec le niveau d'études, l'impact de 1981 étant plus fort pour les niveaux secondaires et supérieurs.

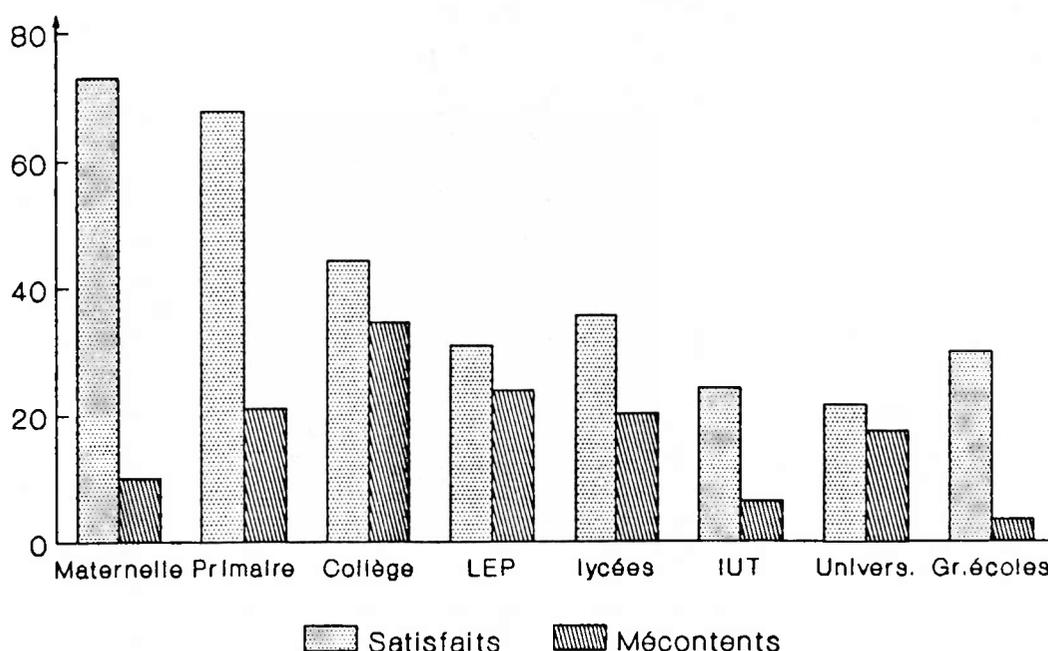
Le niveau d'instruction constitue ici le critère isolé le plus discriminant, mais l'âge et le type d'agglomération exercent aussi une influence importante. Le sexe et l'activité ne sont pas non plus neutres; le fait d'être une femme et d'avoir une activité professionnelle incite à privilégier cette liberté de choix.

EDUCATION

Image de l'enseignement et des enseignants

De manière générale, les Français ont plutôt confiance dans l'institution scolaire. Mais tous les établissements ne bénéficient pas autant de cette confiance; ceux du secondaire sont les plus critiqués. Le graphique ci-dessous représente l'opinion des parents d'élèves (qui ont un enfant dans le primaire, dans le secondaire ou dans l'enseignement supérieur) sur la qualité de l'enseignement dans les différents établissements publics.

**Opinions des parents sur l'enseignement
dans les établissements publics
(Automne 1987)**



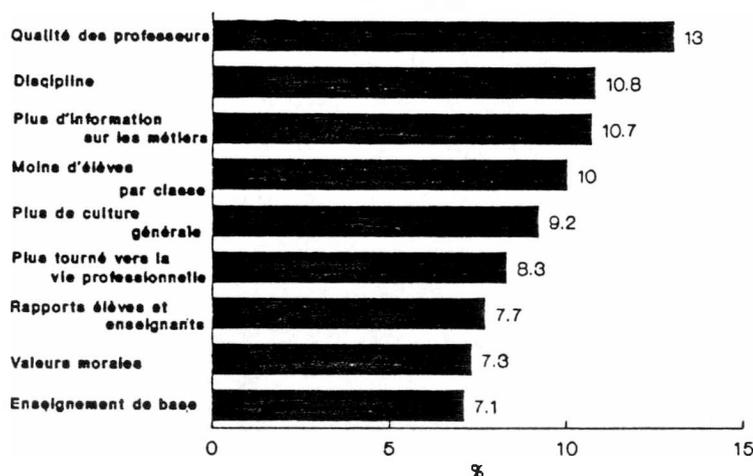
Se sentir non concerné ou déclarer ne pas savoir apprécier, est une attitude très fréquente à propos de l'enseignement supérieur. Elle est liée davantage au niveau d'instruction personnel qu'à la présence ou l'absence d'un enfant scolarisé au foyer.

Sur les réponses exprimées, les grandes écoles, les IUT, la maternelle et l'école primaire sont les établissements les moins critiqués. Les LEP et les collèges recueillent un fort taux de mécontents. De manière générale, le secondaire n'a pas bonne réputation; 57% des personnes interrogées pensent que les lycées et collèges ne répondent pas aux objectifs qui leur semblent prioritaires.

Qu'est-ce qui ne va pas dans l'enseignement ?

Interrogés sur les améliorations possibles, les Français ne proposent pas unanimement une recette-miracle. Les professeurs, maillons centraux du système d'enseignement, sont souvent mis en cause (qualité des professeurs, discipline, rapports entre les élèves et les enseignants, rapports entre les parents et les enseignants). Les programmes constituent un autre pôle d'insatisfaction; certains les souhaiteraient plus axés sur la vie professionnelle, d'autres privilégient la culture générale, d'autres encore insistent sur les enseignements de base (graphique ci-dessous).

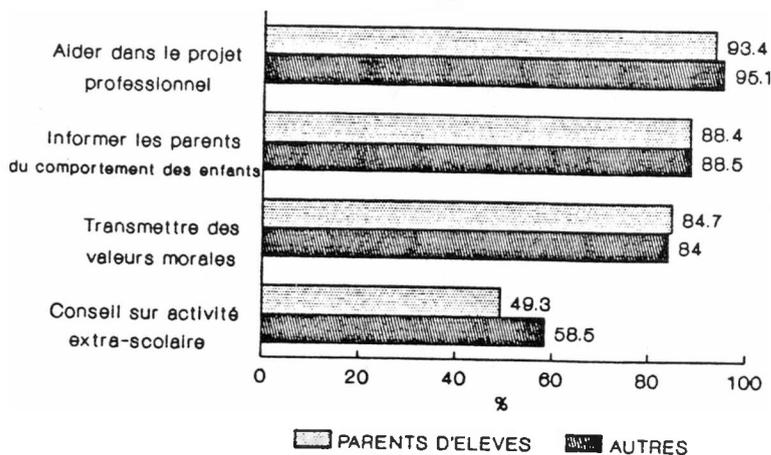
Les améliorations souhaitables de l'enseignement
2 réponses possibles
(Automne 1987)



46% des Français pensent que la plupart des professeurs ne sont pas assez motivés par leur métier.

Cette image relativement négative est corrigée par le fait qu'on leur demande beaucoup: une aide pour l'élaboration d'un projet professionnel, bien sûr, mais aussi la transmission de valeurs morales, et même des conseils pour le choix des activités extra-scolaires. L'opinion des parents d'élèves ne se distingue guère de celle de l'ensemble de la population (graphique ci-dessous).

Rôle des enseignants
% de réponses positives
(Automne 1987)



EDUCATION

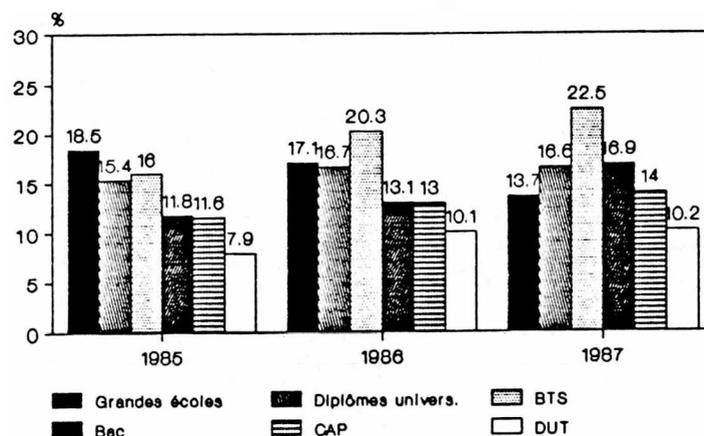
Perception des diplômes, rôle des lycées

L'amélioration du système éducatif, l'élévation générale du niveau d'études de la société française font partie des grandes priorités affichées par nos gouvernants. Dans quelle mesure les citoyens, et plus particulièrement les parents d'élèves, adhèrent-ils à ce projet ?

Les deux tiers des parents d'élèves pensent effectivement que, pour réussir sa vie professionnelle, il vaut mieux obtenir le diplôme le plus élevé possible. Pourtant 33% font encore davantage confiance à l'expérience professionnelle acquise de bonne heure. Les catégories sociales les plus démunies sont les plus réticentes à reconnaître la valeur des diplômes.

Mais cette large majorité dissimule une grande diversité de conception de ce qu'est un "bon diplôme". Interrogés sur ceux qui offrent les meilleurs débouchés, certains ont cité le CAP, d'autres les grandes écoles ou les diplômes universitaires. Le graphique ci-dessous donne un exemple de l'éventail des réponses.

Diplômes cités parmi les trois offrant
les meilleurs débouchés

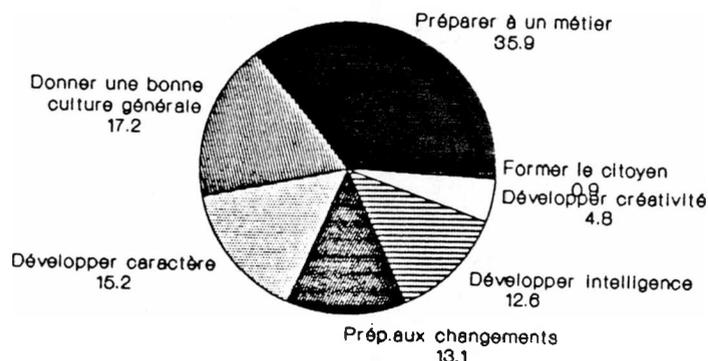


Le BTS connaît une popularité grandissante; le plus souvent cité en 1987 (22% contre 16% trois ans plus tôt), il devance les grandes écoles qui arrivaient en tête en 1985 (avec 18% contre 14% en 1987). Le DUT, curieusement, ne suit pas la hausse de popularité du BTS.

Les parents d'élèves sont plutôt mieux informés que le reste de la population. Mais surtout la connaissance des diplômes reflète dans une large mesure le milieu culturel dont on est issu; 48% des diplômés de l'enseignement supérieur parlent des grandes écoles, 5% des non-diplômés. L'information diffusée dans les lycées paraît insuffisante pour pallier les inégalités sociales.

Rôle le plus important des lycées et collèges

(Automne 1987)

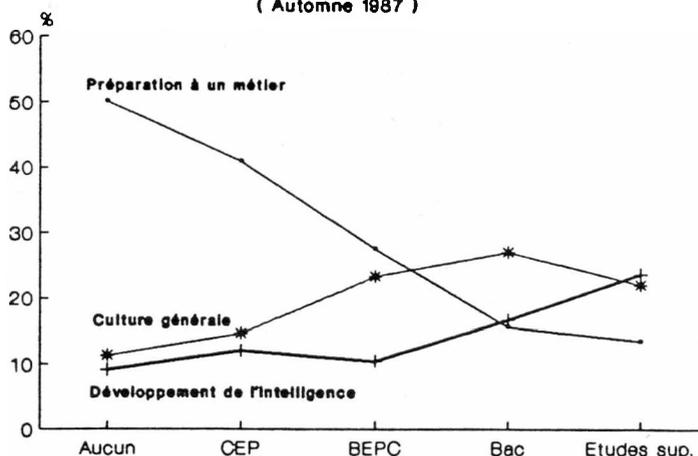


Même si la nécessité d'obtenir des diplômes élevés est reconnue par beaucoup, le rôle le plus important des lycées et collèges demeure la préparation à un métier, avant l'acquisition d'une bonne culture générale, le développement de l'intelligence, ou la formation du caractère.

Ce sont les classes populaires qui insistent le plus sur la préparation à un métier; les plus diplômés, les cadres, accordent beaucoup d'importance au développement de l'intelligence. L'intérêt de l'acquisition d'une bonne culture générale est souligné non seulement par les cadres et les plus diplômés, mais également par les classes moyennes (employés, bacheliers, ou titulaires du BEPC).

Rôle des lycées et collèges les diplômés privilégient l'intelligence les non-diplômés le métier

(Automne 1987)



CADRE DE VIE

un sujet de satisfaction

L'environnement, le cadre de vie quotidien

En % des 2000 personnes interrogées chaque année

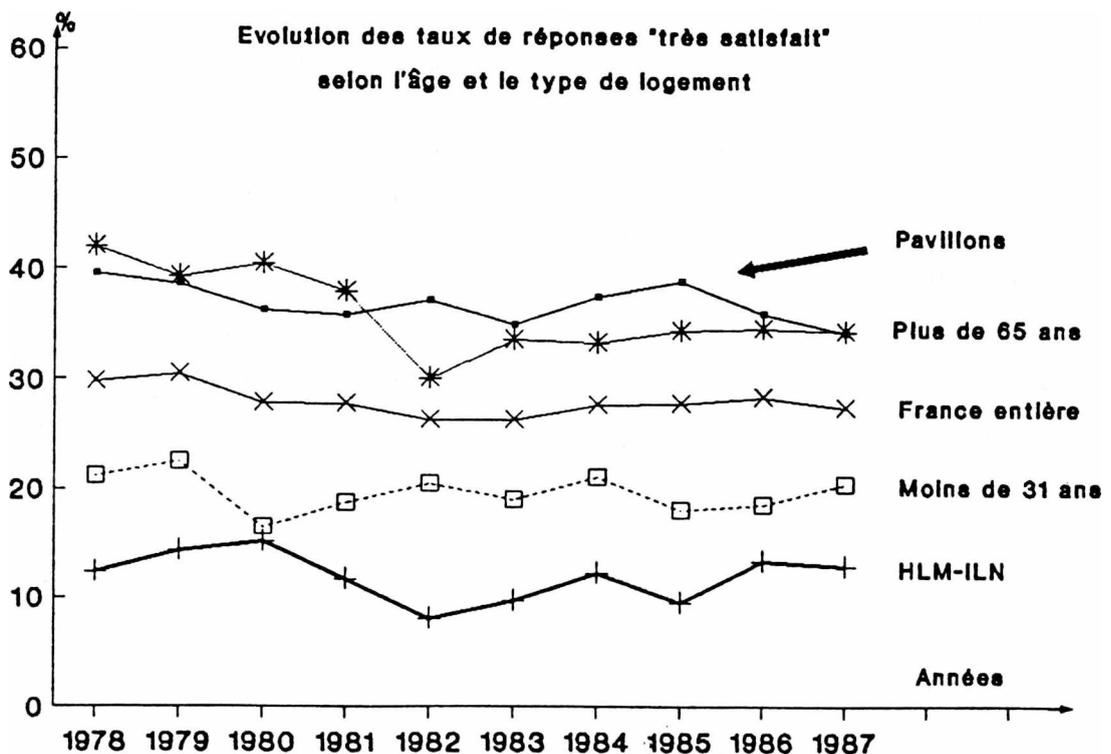
Que pensez-vous de votre cadre de vie quotidien, c'est-à-dire ce qui entoure le logement où vous vivez; dans l'ensemble, en êtes-vous?					
	Très satisfait	Satisfait	Peu satisfait	Pas satisfait du tout	Ensemble
1978	29,7	49,8	15,8	4,7	100,0
1979	30,4	54,0	12,0	3,6	100,0
1980	27,8	55,0	12,8	4,4	100,0
1981	27,7	53,5	14,2	4,6	100,0
1982	26,2	52,1	16,4	5,3	100,0
1983	26,2	55,1	12,8	5,9	100,0
Printemps 1984	30,6	50,6	13,9	4,9	100,0
Automne 1984	27,6	53,7	13,6	5,1	100,0
Printemps 1985	32,0	50,3	12,8	4,9	100,0
Automne 1985	27,7	54,1	13,6	4,6	100,0
Printemps 1986	33,1	51,5	11,9	3,5	100,0
Automne 1986	28,3	55,9	11,7	4,1	100,0
Printemps 1987	32,1	51,4	11,6	4,9	100,0
Automne 1987	27,3	57,0	11,7	4,0	100,0

Contrairement à d'autres sujets, les Français demeurent très majoritairement satisfaits de leur environnement proche; les pourcentages de personnes "satisfaites" et de personnes "très satisfaites" sont assez remarquablement stables au cours du temps.

Personnes âgées et habitants des pavillons sont les plus satisfaits

Si la stabilité des appréciations au cours des dix ans est un élément majeur, la dispersion des réponses "très satisfaits" en fonction de l'âge et du type de logement l'est tout autant.

Satisfaction du cadre de vie quotidien



Observer un niveau de satisfaction plus élevé chez les habitants des pavillons, par rapport à ceux des logements en HLM-ILN n'a rien d'étonnant; l'importance de l'écart l'est peut-être davantage.

La satisfaction des personnes âgées peut donner lieu à plus d'interprétations: avec le temps ces personnes ont pu trouver un cadre qui leur plaise, ou bien elles s'y sont habituées, ou encore leur environnement, du fait de la répartition de la population en France, se trouve assez différent de celui de leurs cadets (davantage de ruraux).

Les personnes se déclarant "pas du tout satisfaites" de leur cadre de vie appartiennent le plus souvent à un "noyau dur" de mécontents dans divers domaines.

PROGRES SCIENTIFIQUE

un certain scepticisme

Progrès scientifique et vie quotidienne

En % des 2000 personnes interrogées chaque année

Dans quelle mesure les découvertes scientifiques et leur utilisation vous paraissent-elles conduire à une amélioration de votre vie quotidienne?					
	Un peu	Beaucoup	Pas du tout	Ne sait pas	Ensemble
1978	52,7	33,1	14,2	-	100,0
1979	50,3	37,5	12,2	-	100,0
1980	51,8	35,7	11,8	0,7	100,0
1981	52,8	35,4	10,8	1,0	100,0
1982	55,9	31,3	12,5	0,3	100,0
1983	53,8	31,8	13,5	0,9	100,0
1984	57,3	30,4	11,6	0,7	100,0
1985	56,0	32,9	10,6	0,6	100,0
1986	55,1	31,0	13,0	0,8	100,0
1987	54,3	31,1	14,1	0,5	100,0

Contrairement à ce que pourrait laisser supposer le développement croissant de produits issus de technologies nouvelles et destinés à faciliter la vie quotidienne, les Français demeurent sceptiques sur les retombées des découvertes scientifiques dans la vie de tous les jours. De plus, sur l'ensemble de la période, on relève une étonnante stabilité des opinions: plus de la moitié des personnes reconnaissent que ces découvertes améliorent "un peu" la vie, alors que moins du tiers d'entre elles répondent "beaucoup".

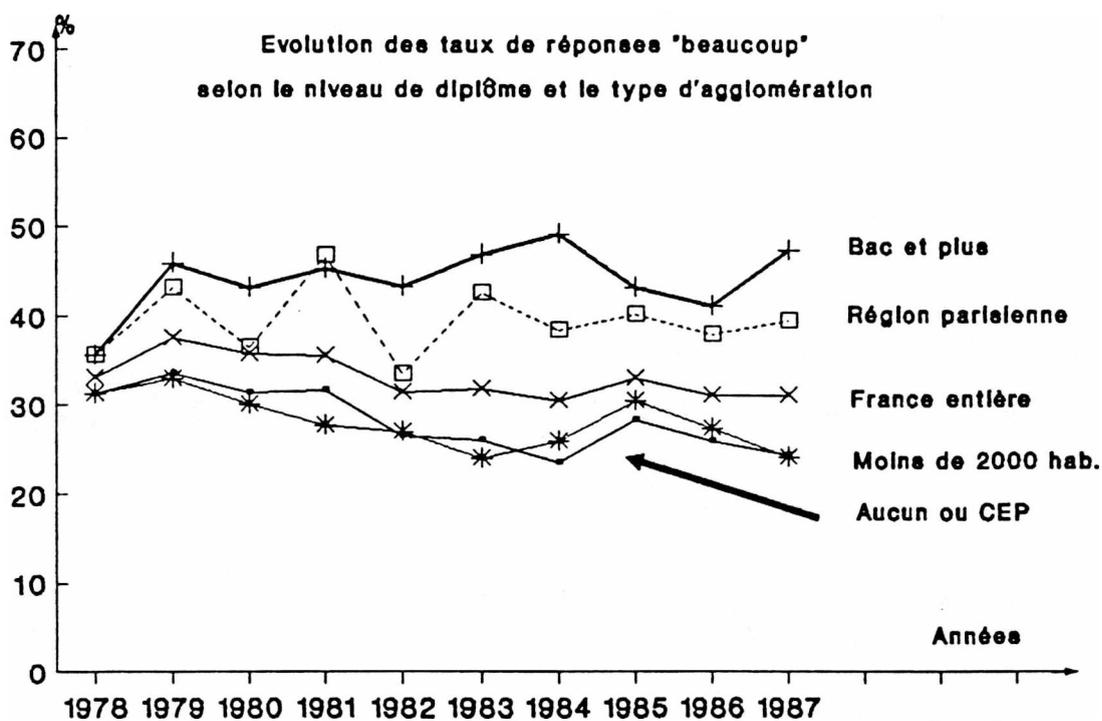
On ne peut que s'interroger sur ce hiatus entre la forte croissance des progrès technologiques qui ont modifié, au cours des dernières décennies, les modes de vie et le bilan dressé: population "blasée" par une évolution technologique trop rapide, ou bien les attentes sont-elles tout autre, ou encore certaines localisations ne permettent pas d'en apprécier toute la portée, ou enfin les effets négatifs l'emportent-ils vraiment sur les effets positifs?

Diplômés et parisiens,

plus favorables au progrès

Cette stabilité des opinions masque une hétérogénéité croissante des attitudes, comme le montre la figure ci-dessous. Seuls quelques critères particulièrement discriminants sont présentés.

Les découvertes scientifiques améliorent la vie



Malgré certaines oscillations, les diplômés sont de plus en plus nombreux à affirmer que les découvertes scientifiques améliorent "beaucoup" la vie quotidienne, alors que les personnes dont le niveau d'études est le plus bas en paraissent de moins en moins persuadées.

Ces "améliorations" sont-elles accessibles financièrement et culturellement à tout le monde ?

De même, la proportion des habitants de la région parisienne qui répondent "beaucoup" croît sensiblement, alors que celle des agglomérations de moins de 2 000 habitants a tendance à diminuer.

DIFFUSION DE L'INFORMATIQUE

une évolution moins souhaitée

La diffusion de l'informatique

En % des 2000 personnes interrogées chaque année

Au cours des années à venir, la diffusion de l'informatique va modifier certains aspects des conditions de vie. Considérez-vous cette évolution comme une chose...?						
	Souhaitable	Peu souhaitable mais inévitable	Regrettable et dangereuse	Cela dépend	Ne sait pas	Ensemble
1979	22,0	53,7	20,1	0,2	4,0	100,0
1980	26,9	47,0	21,1	0,6	4,4	100,0
1982	29,0	47,4	21,6	-	2,0	100,0
1983	34,2	48,1	15,3	-	2,4	100,0
Printemps 1984	36,5	46,8	14,6	-	2,1	100,0
Automne 1984	38,8	45,8	13,2	-	2,2	100,0
Printemps 1985	36,8	47,6	14,2	-	1,4	100,0
Automne 1985	40,5	47,8	9,4	-	2,3	100,0
Printemps 1986	37,6	50,5	10,8	-	1,1	100,0
Automne 1986	36,5	49,5	12,6	-	1,4	100,0
Printemps 1987	34,4	48,7	14,5	-	2,4	100,0
Automne 1987	36,0	51,3	11,4	-	1,3	100,0

Les attitudes concernant les effets de la diffusion de l'informatique sur les conditions de vie ont connu une évolution contrastée.

La considérer comme une chose "souhaitable" est une opinion qui a rapidement progressé de 1979 à 1984 (gagnant 17 points en quatre ans), pour atteindre 41% à l'automne 1985, avant de connaître un léger recul: 36% à l'automne 1987.

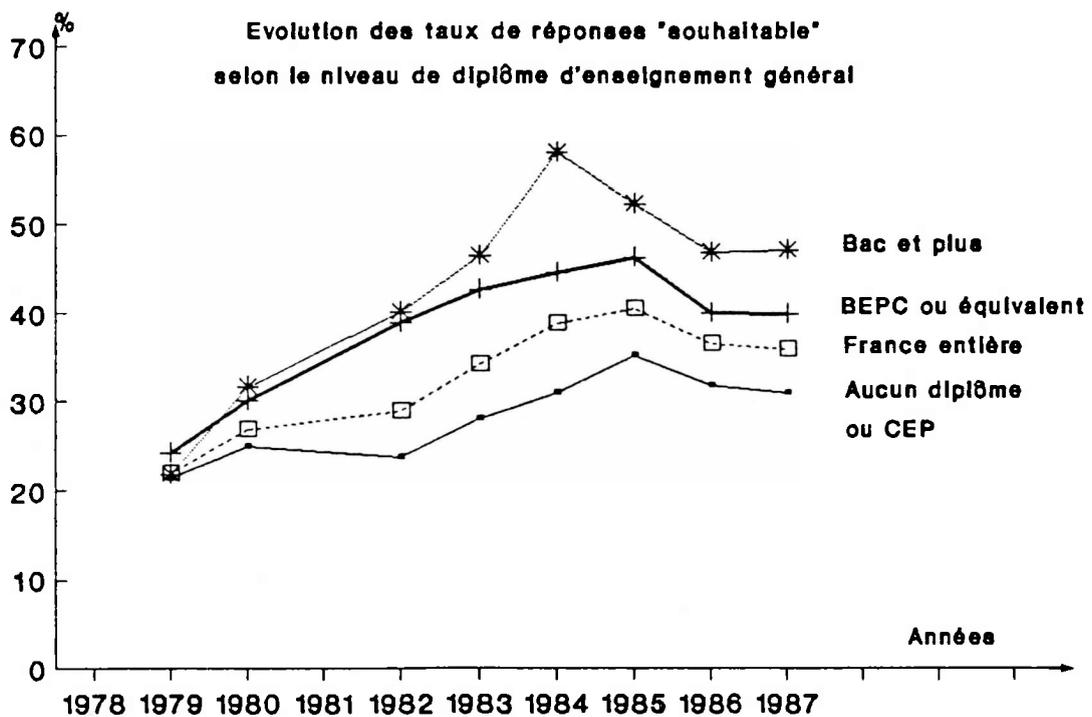
Cette évolution sur dix ans, qui demeure malgré tout favorable à cette technologie, s'est faite grâce au recul de l'opinion la plus hostile: "regrettable et dangereuse", d'environ 21% pour 1979-1982 à un peu plus de 10% ces dernières années.

Cependant, l'appréciation la plus souvent portée, qui traduit une certaine résignation "peu souhaitable, mais inévitable", demeure à un niveau proche de 50%.

Divergence d'attitudes, entre diplômés et non-diplômés

Au cours des dix ans, l'amélioration de l'image de l'informatique a été plus nette chez les diplômés que chez les non-diplômés.

La diffusion de l'informatique dans les années à venir



En 1979, autant de diplômés que de non-diplômés formaient la minorité favorable aux effets de l'informatique sur les conditions de vie. Plus le niveau d'instruction est élevé, plus cette attitude a fait d'adeptes : en 1984, près de 60% des bacheliers répondaient "souhaitable". En 1985, un certain recul se manifeste chez eux, alors que cette opinion progresse toujours dans les autres catégories. En 1986, le retour à une relative méfiance gagne les différentes catégories de façon assez homogène, avant de se stabiliser.

En 1987, existent de grandes différences d'attitudes : les plus favorables à la diffusion de l'informatique se recrutent chez les diplômés, alors que les sans-diplôme se montrent plus réticents.

SOCIETE

un besoin de transformation

Transformation de la société française...

En % des 2000 personnes interrogées chaque année

Estimez-vous que la société française a besoin de se transformer profondément?				
	Oui	Non	Ne sait pas	Ensemble
1978	76,4	15,4	8,2	100,0
1979	74,6	16,5	8,9	100,0
1980	75,5	16,8	7,7	100,0
1981	74,1	15,0	10,9	100,0
1982	73,3	17,2	9,5	100,0
1983	70,8	20,1	9,1	100,0
Printemps 1984	72,0	15,3	12,7	100,0
Automne 1984	77,4	14,7	7,9	100,0
Printemps 1985	69,9	17,0	13,1	100,0
Automne 1985	76,5	15,5	8,0	100,0
Printemps 1986	71,9	18,3	9,8	100,0
Automne 1986	71,6	18,0	10,4	100,0
Printemps 1987	74,0	17,0	9,0	100,0
Automne 1987	77,4	14,3	8,3	100,0

Une très forte majorité de Français s'accorde à reconnaître que "la société a besoin de se transformer profondément". La proportion, qui reste relativement stable sur toute la période, a pratiquement toujours été supérieure à 70%; elle atteint même un niveau particulièrement élevé à l'automne 1987 avec 77%.

La généralité de la formulation de la question explique sans doute que ce souhait puisse être très largement partagé par les différentes catégories sociales. Cependant, il est plus fréquent chez les personnes qui ressentent des difficultés économiques, ou subissent chômage ou menace de chômage.

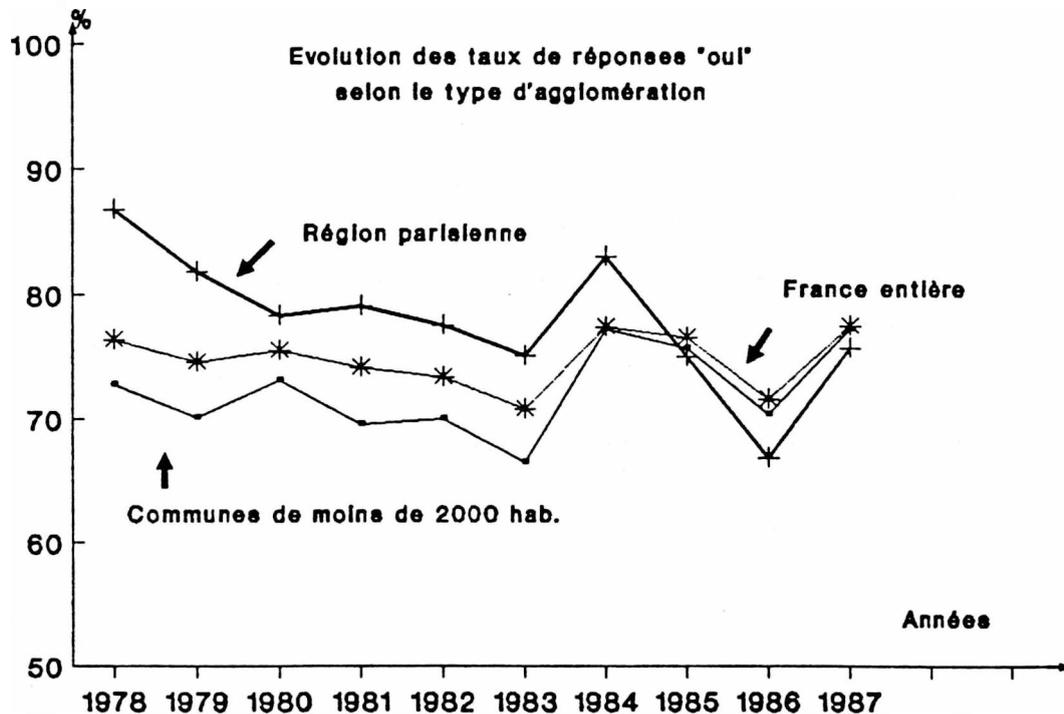
Si transformer la société est une opinion fort approuvée, les Français se montrent très largement favorables à des progrès "en douceur": sur les dix ans d'enquête, ils ont été entre 62% (1978, 1980) et 70% (1985) à se prononcer pour des "réformes progressives". Le désir de "changements radicaux" a toujours réuni moins du tiers des réponses, avec de légères variations, sans que l'on sente de tendance particulière se dessiner.

Une certaine convergence

entre le rural et Paris

La figure ci-dessous illustre l'évolution des pourcentages de réponses "oui" à une transformation profonde de la société, suivant le critère simple le plus discriminant: la taille d'agglomération. Les habitants de la région parisienne, qui étaient très nombreux à la souhaiter en 1978, ont vu leur nombre diminuer au cours des ans. Cependant, les habitants des agglomérations de moins de 2 000 habitants, moins motivés en début de période, ont été plus nombreux, à partir de 1984, à estimer nécessaire une telle transformation.

La société française a besoin de se transformer profondément



Il n'est pas aisé de cerner en des catégories simples les partisans de transformation de la société; plusieurs critères interviennent simultanément. Sans évoquer les divers motifs personnels d'insatisfaction, les Français se prononcent d'autant moins souvent pour ces changements qu'ils sont plus âgés, qu'ils disposent d'un bon niveau d'équipement au foyer ou qu'ils sont faiblement diplômés.

JUSTICE

son fonctionnement moins critiqué

Perception du fonctionnement de la justice

En % des 2000 personnes interrogées chaque année

Etant donné ce que vous connaissez de la justice, comment pensez-vous qu'elle fonctionne en France en 19.. ?							
	Très bien	Assez bien	Assez mal	Très mal	Ne sait pas	Ne veut pas répondre	Ensemble
1978	1,1	20,4	37,4	29,8	8,4	2,9	100,0
1979	1,4	24,9	40,5	23,6	7,6	2,0	100,0
1980	1,0	22,3	40,5	29,0	5,7	1,5	100,0
1981	1,1	22,3	40,4	26,6	7,0	2,6	100,0
1982	0,9	24,0	39,1	25,7	7,9	2,4	100,0
1983	0,7	24,4	41,3	24,8	6,2	2,6	100,0
1984	1,5	27,0	36,3	26,0	6,9	2,3	100,0
1985	1,4	26,8	39,9	24,1	5,5	2,3	100,0
1986	1,5	29,9	38,7	20,3	7,1	2,5	100,0
1987	1,1	32,0	36,3	21,7	7,3	1,6	100,0

Si plus de la moitié de la population estime que la "justice fonctionne mal", une amélioration sensible se dessine dès 1984, et se confirme à l'automne dernier. Au début des années 1980, 22% des Français estimaient qu'elle fonctionnait "assez bien", ils étaient 27% en 1984 et 32% en 1987, soit un gain de 10 points. Cette progression se fait au détriment des réponses "assez mal", mais surtout "très mal": ces dernières sont passées de 30% en 1978 à 22% en 1987.

Cette question peut être rapprochée de celle relative à la transformation de la société. D'une part, ces deux questions très générales, en quelque sorte politiques sans être partisans, ont été peu affectées par le changement de gouvernement de 1981. En outre, de par leurs caractéristiques de base et leurs opinions, certaines attitudes peuvent être associées.

Les personnes qui pensent que la justice fonctionne bien font penser à celles qui pensent que la société n'a pas besoin de se transformer.

Celles qui estiment que la justice fonctionne assez mal ressemblent à celles qui préconisent des réformes progressives.

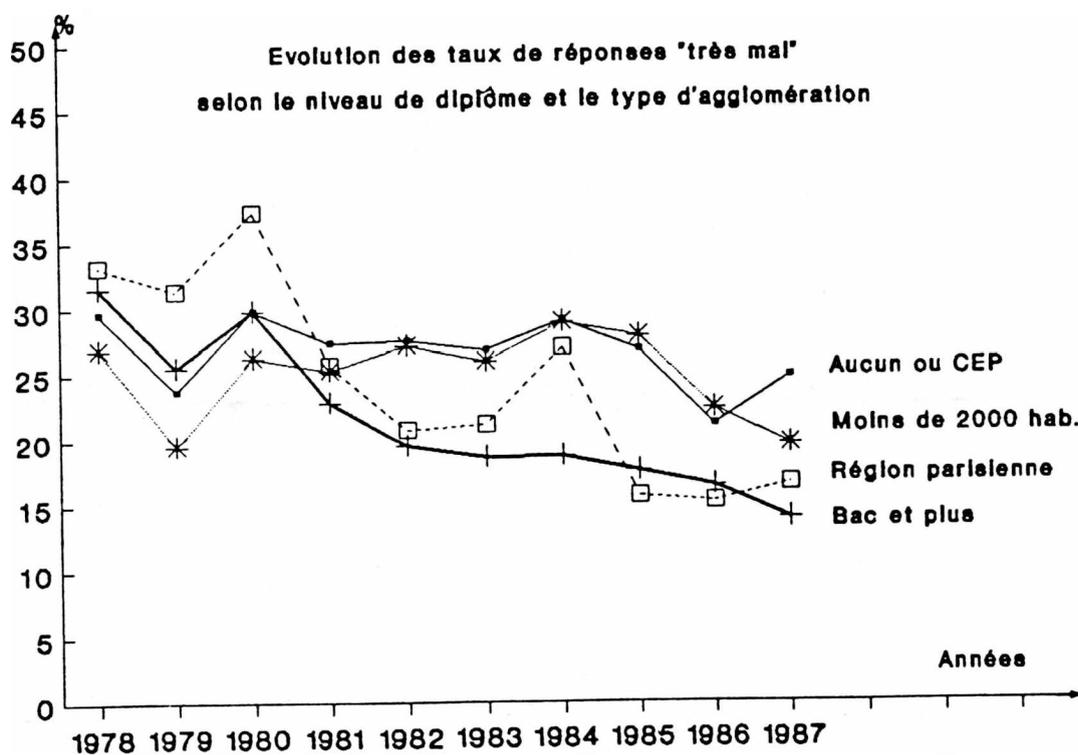
Celles qui répondent que la justice fonctionne très mal ont un profil similaire à celui des partisans de changements radicaux.

Parisiens et diplômés

de moins en moins défavorables

A la diminution de l'image la plus négative de la justice, se joignent des évolutions spécifiques à certaines catégories de population. La figure ci-dessous met bien en évidence le "croisement" des trajectoires des parisiens et des bacheliers d'une part, des habitants des petites communes et des personnes peu diplômées d'autre part.

Le fonctionnement de la justice



Ce sont les habitants de la région parisienne, en 1978 les plus nombreux à exprimer leur mécontentement, qui ont le plus évolué, en devenant en 1987 parmi les moins hostiles. Les bacheliers ont suivi une évolution très similaire.

ENERGIE NUCLEAIRE

l'impact de Tchernobyl

Les attitudes à l'égard du nucléaire, politique énergétique et inquiétude d'un accident éventuel de centrale nucléaire, ont été modifiées à la suite de l'accident de Tchernobyl.

Opinions sur la politique nucléaire

En % des 2000 personnes interrogées chaque année

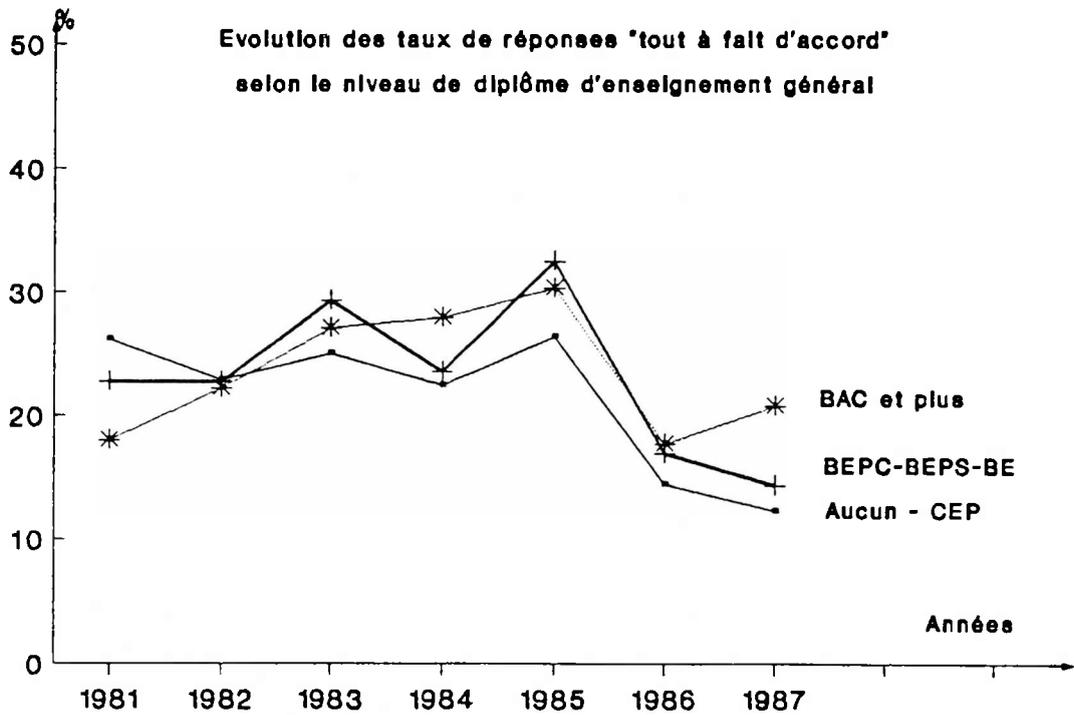
(La part du nucléaire dans la production d'électricité en France) est appelée à croître dans l'avenir (75% en 1990). Compte tenu de ces précisions à propos du développement de l'énergie nucléaire en France, êtes-vous d'accord avec cette politique énergétique?						
	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Assez peu d'accord	Pas du tout d'accord	Ne sait pas	Ensemble
1981	24,2	33,9	23,6	16,5	1,8	100,0
1982	22,8	33,1	24,3	18,5	1,3	100,0
1983	26,1	33,6	23,7	14,5	2,1	100,0
1984	23,8	38,1	21,9	14,4	1,8	100,0
1985	28,1	39,3	20,2	10,6	1,8	100,0
1986	15,7	35,6	29,5	19,2	0,0	100,0
Printemps 1987	14,3	34,1	28,4	20,4	2,8	100,0
1987	14,6	34,6	30,8	18,1	1,9	100,0

De 1981 à 1985, une majorité toujours plus large se montrait favorable à une politique énergétique de la France, fondée en grande partie sur le développement du nucléaire. A l'automne 1986, soit quelques mois après l'accident de Tchernobyl, un brusque coup d'arrêt marquait cette évolution; chute de près de 13 points de la proportion des personnes les plus favorables à cette politique et montée corrélative de 9 points de celles qui y sont le plus hostiles.

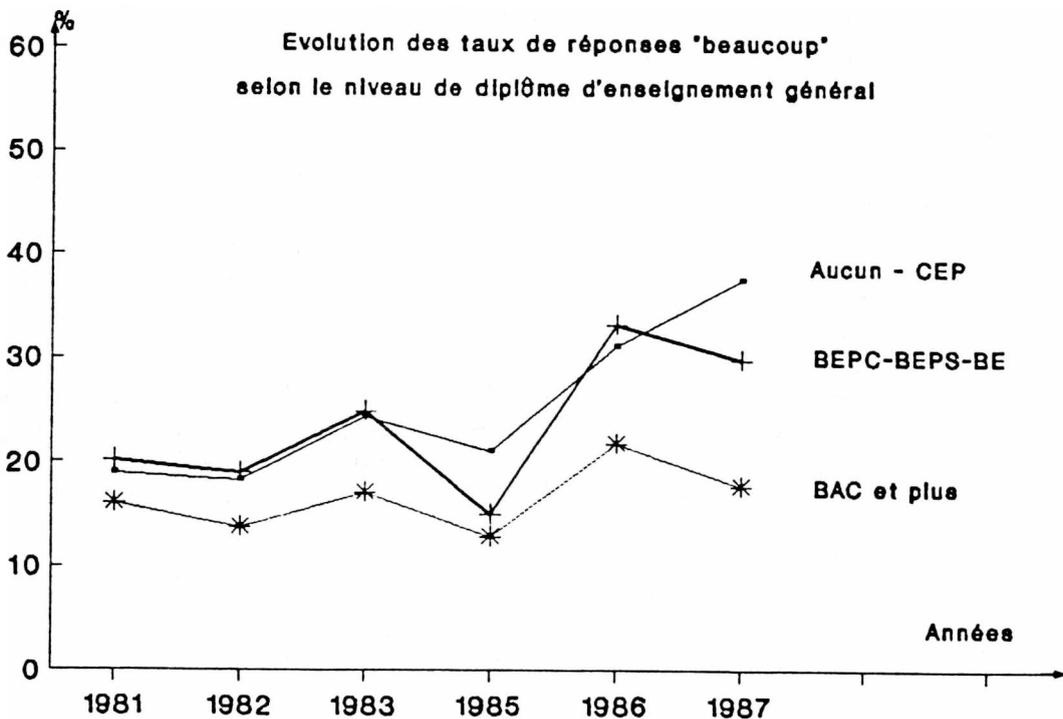
Cette rupture coïncide avec une forte poussée de l'inquiétude suscitée par l'éventualité d'un accident de centrale nucléaire; de moins de 20% avant le printemps 1986, la proportion des personnes qui s'inquiètent "beaucoup" d'une telle éventualité atteint 29% à l'automne 1986 et 32% à l'automne 1987. De même, il se vérifie que plus on craint un accident de centrale nucléaire, plus on se montre hostile à une politique énergétique fondée sur le nucléaire.

A l'automne 1987, 70% des Français ne se sentent pas suffisamment informés sur les risques du nucléaire et 41% estiment que "les autorités seraient prêtes à assumer la protection des populations, si un accident comme celui de Tchernobyl se produisait en France".

Politique de développement de l'énergie nucléaire



Inquiétude de l'éventualité d'un accident de centrale nucléaire



ENERGIE

La source d'énergie idéale

Electricité pour le confort... gaz pour le coût

En % des 2000 personnes interrogées chaque année

Pouvez-vous dire quelle source d'énergie vous paraît idéale pour le chauffage de votre logement ?						
	a) Tout d'abord pour son confort ? (sans considération de coût)			b) Puis en tenant compte du coût ?		
	Electricité	Gaz	Fuel-mazout	Electricité	Gaz	Fuel-mazout
1979	39,7	21,6	21,9	14,8	27,8	19,7
1980	34,9	19,9	20,6	16,0	25,5	15,1
1981	42,6	19,9	15,9	16,9	27,7	12,4
1982	45,9	20,9	15,3	22,7	27,4	10,4
1983	44,6	22,0	13,2	18,9	26,6	12,7
1984	49,3	19,4	13,7	22,4	27,5	14,6
1985	48,3	20,2	14,4	22,7	28,2	16,1
1986	44,4	23,8	13,3	19,0	29,7	19,0
1987	40,4	28,0	14,7	17,2	35,5	18,0

Pour chacune des deux questions, seules les trois premières sources d'énergie citées sont présentées dans le tableau.

Pour le confort (sans tenir compte du coût), l'électricité demeure la source d'énergie idéale, bien que la régression amorcée en 1986 (44% contre 48% en 1985), se confirme en 1987 (40%, retrouvant ainsi le niveau de 1979). En revanche, le gaz paraît de plus en plus souvent cité depuis 1984 (de 19% à 24% en 1986) et atteint son niveau le plus élevé en 1987 (28%). Le fuel-mazout, beaucoup moins choisi en 1981, se maintient à peu près depuis lors.

Si l'on tient compte du coût, le gaz demeure la source d'énergie idéale la plus citée; l'année 1987 confirme la progression régulière observée depuis quatre ans (36% des réponses contre 30% en 1986 et 27% en 1983). L'électricité, après quelques fluctuations, régresse depuis 1985 (de 23% à 17%).

Coûts de l'énergie

Risques d'augmentation de prix dans les cinq ans à venir

En % des 2000 personnes interrogées chaque année

Quels sont, selon vous, parmi les types d'énergie suivants, les deux types d'énergie qui présentent les risques les plus importants dans les cinq années à venir en matière d'augmentation des prix ?						
Electricité, charbon, fuel-mazout, carburant auto, gaz, bois.						
	Electricité	Fuel-mazout	Carburant auto	Autres	Ne sait pas	Ensemble
Printemps 1984	28,0	23,2	33,4	12,9	2,5	100,0
Automne 1984	18,0	25,6	46,1	7,9	2,3	100,0
Printemps 1985	25,4	28,1	32,6	12,2	1,7	100,0
Automne 1986	25,3	23,1	29,9	19,3	2,4	100,0
Printemps 1987	37,6	15,5	25,5	18,0	3,4	100,0
Automne 1987	26,9	18,8	31,5	19,6	3,2	100,0

Seules sont reprises dans ce tableau les trois types d'énergie les plus souvent citées au cours de la première réponse.

Pour les années à venir, les Français paraissent sensibles à l'évolution des tarifs de l'électricité, mais surtout à celle des prix du carburant automobile. Ils étaient particulièrement nombreux à craindre une augmentation de ce dernier à l'automne 1984 (46%); après une nette détente jusqu'au printemps 1987 (26%), ils sont, à l'automne, de nouveau un peu plus nombreux à attendre une hausse (32%). S'agissant des tarifs de l'électricité, c'est au printemps 1987 que les anticipations à la hausse enregistraient leur niveau le plus élevé (38%).

On peut s'étonner de l'ampleur des fluctuations conjoncturelles à propos d'évolution de prix dans un délai de cinq ans; il est probable que les interviewés intègrent très rapidement dans leurs anticipations toute nouvelle information pouvant avoir des conséquences sur les prix de l'énergie (tensions politiques, risques de conflits,...). Il est vrai que les évolutions du coût du pétrole ont pesé lourd dans l'histoire économique des vingt dernières années.

En ce qui concerne l'évolution dans les mois à venir, les Français, à l'automne 1987, attendent en majorité une augmentation des prix quel que soit le type d'énergie; ils sont toutefois moins nombreux à les prévoir qu'au printemps précédent: 53% pronostiquent une hausse des tarifs de l'électricité à l'automne, alors qu'ils étaient 62% au printemps.

CRAINTE D'UN ACCIDENT DE LA ROUTE

un niveau record

La crainte d'un éventuel accident de la route

En % des 2000 personnes interrogées chaque année

On éprouve parfois de l'inquiétude, pour soi-même ou pour des proches. Pouvez-vous me dire si le risque d'accident de la route vous inquiète ? (1)						
	Beaucoup	Assez	Un peu	Pas du tout	Ne sait pas	Ensemble
1981	29,7	26,6	28,7	14,6	0,4	100,0
1982	38,3	28,0	24,4	8,7	0,6	100,0
1983	46,7	26,3	19,0	8,0	0,0	100,0
Printemps 1984	36,1	28,4	23,7	11,8	-	100,0
Automne 1984	42,3	30,6	18,9	8,2	-	100,0
Printemps 1985	40,2	29,0	20,4	10,4	-	100,0
Automne 1985	35,5	27,1	26,4	10,8	0,2	100,0
Printemps 1986	39,6	30,0	21,1	9,3	-	100,0
Automne 1986	39,2	29,7	21,8	9,3	0,0	100,0
Printemps 1987	40,9	27,6	19,9	11,6	-	100,0
Automne 1987	48,3	29,3	17,1	5,3	0,0	100,0

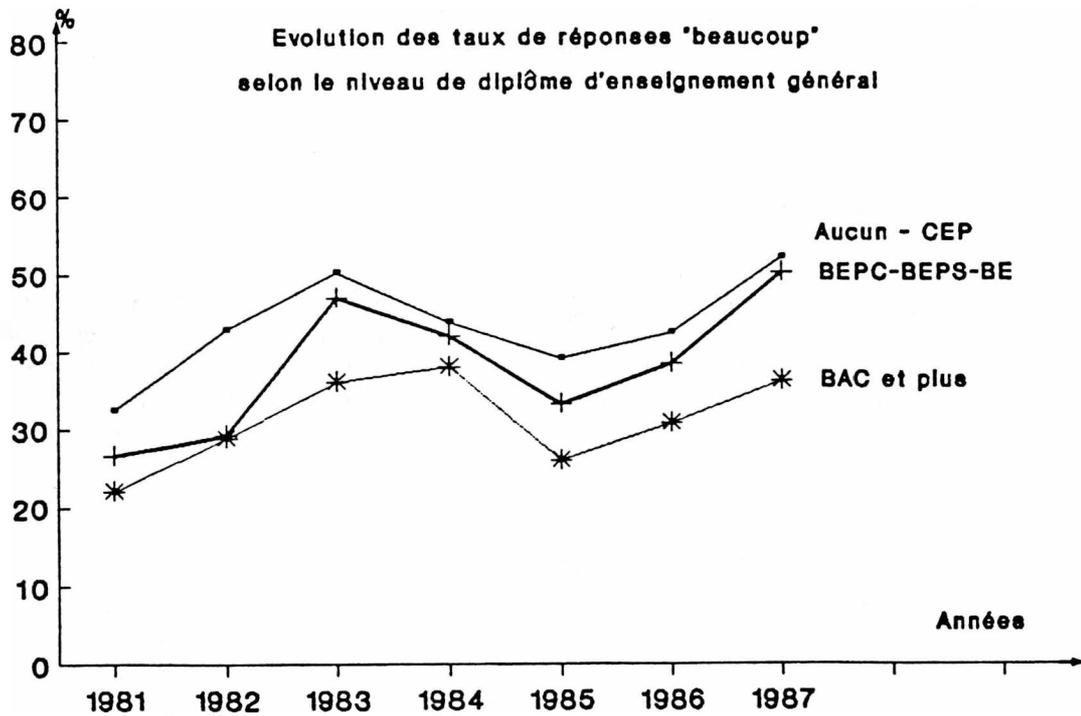
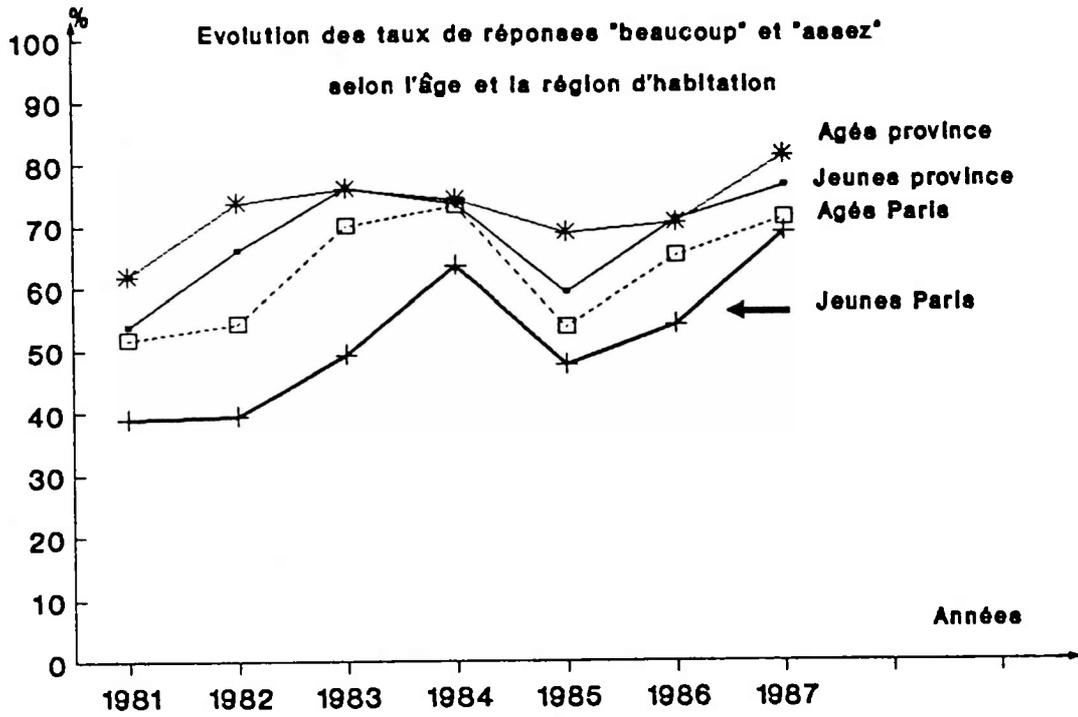
(1) En fait, cette question n'est pas posée toute seule, mais se trouve incluse dans l'ensemble des questions "inquiétude".

L'accident de la route est devenu en 1987 le risque dont l'éventualité est la plus redoutée des Français; depuis 1981, il arrivait toujours derrière "la maladie grave", risque qui suscitait toujours les craintes les plus vives.

Entre 1981 et 1983, la proportion des personnes qui s'inquiétaient "beaucoup" d'un accident de la route avait fortement progressé (17 points); la tension s'était progressivement relâchée, pour reprendre progressivement à partir de 1985 et atteindre son niveau le plus élevé (48% de personnes "beaucoup" inquiètes) à l'automne 1987. Est-il possible d'interpréter ces variations du niveau d'inquiétude à partir des campagnes d'information sur la sécurité routière ?

Comme dans d'autres domaines, moins on est diplômé et plus on a tendance à se déclarer inquiet. Les parisiens de moins de 40 ans, qui se montraient moins inquiets, ont fortement évolué en fin de période et se rapprochent des autres groupes de population.

Inquiétude de l'éventualité d'un accident de la route



SANTÉ

petites affections et maladie grave

La nervosité et le mal au dos sont les deux affections courantes dont se plaignent le plus les Français ; presque un sur deux en souffre. Viennent ensuite les maux de tête, les insomnies, puis l'état dépressif, moins fréquemment ressenti. Cette hiérarchie est restée identique depuis 1981.

Les affections courantes

En % sur 2000 personnes interrogées chaque année

En dehors des longues maladies ou des infirmités, les gens souffrent de temps en temps d'affections courantes; Avez-vous souffert au cours des quatre dernières semaines de ?					
	Maux de tête	Mal au dos	Nervosité	Etat dépressif	Insomnies
1981	34,7	39,5	41,1	16,1	26,3
1982	37,9	40,8	41,1	16,1	26,3
1983	35,0	41,8	41,8	16,2	30,3
1984	37,9	44,0	44,7	16,8	30,3
1985	37,7	48,4	45,3	14,7	28,7
1986	35,9	45,9	42,1	13,6	26,0
1987	34,8	43,5	45,3	15,2	30,0

Le fait de déclarer souffrir de petites affections n'est pas indépendant des réponses à d'autres questions. Le nombre d'affections agit comme un indicateur de pessimisme, en particulier sur l'évolution du niveau de vie personnel.

Les personnes qui ne déclarent aucune affection sont plus souvent des hommes; ce sont aussi des personnes satisfaites de leur cadre de vie, peu inquiètes et optimistes.

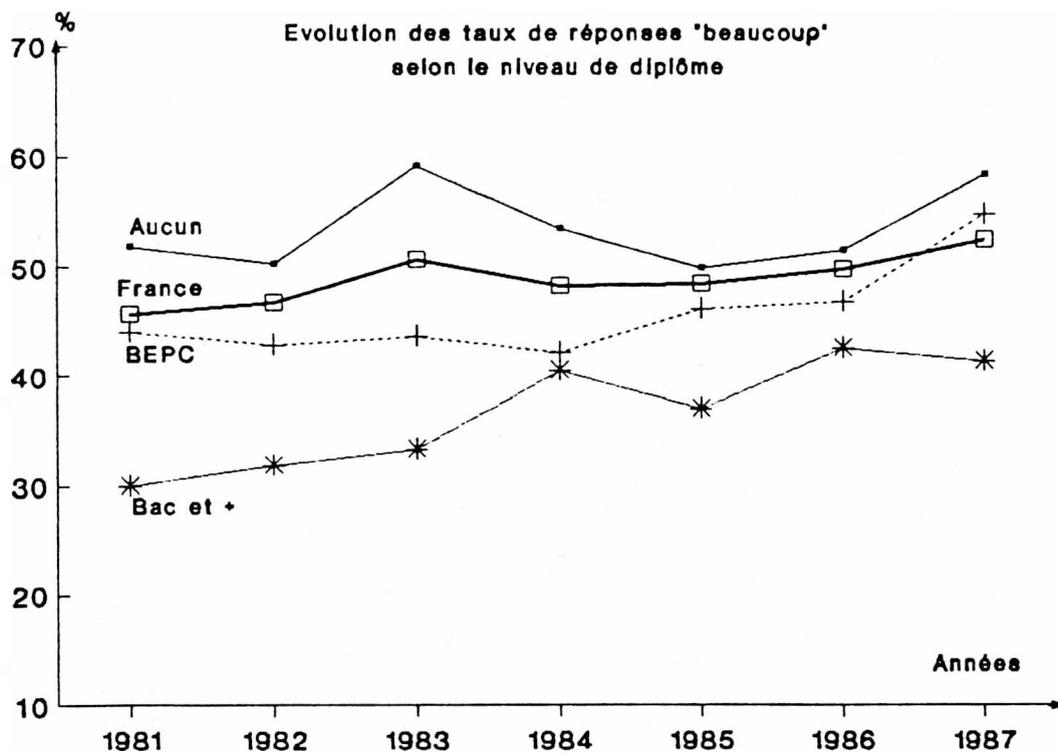
Déclarer quatre ou cinq affections est plutôt caractéristique d'une population féminine, et de personnes s'imposant régulièrement des restrictions budgétaires. On observe également dans ce groupe une insatisfaction à l'égard du cadre de vie et l'expression d'un sentiment d'inquiétude à propos de l'éventualité d'une maladie grave, mais aussi face aux risques d'accident de la route, de chômage ou d'une agression.

La maladie grave

un sujet d'inquiétude

Le risque de la maladie est, avec celui de l'accident de la route, ce qui inquiète le plus les Français (respectivement 76% et 78% de "beaucoup" et "assez inquiets" à l'automne 1987), devant le chômage (62%). Les femmes, les personnes les moins diplômées, les personnes âgées et les provinciaux sont les catégories de population les plus inquiètes. Si les parisiens se montrent globalement plus sereins à cet égard, ceux âgés de plus de 40 ans ont exprimé, à l'automne 1984, un niveau d'inquiétude particulièrement élevé.

Inquiétude de l'éventualité d'une maladie grave



PATRIMOINE

la percée des valeurs mobilières

Détenion des principaux actifs patrimoniaux

En % des 2000 personnes interrogées chaque année

	Valeurs mobilières (1)	Résidence		Autres biens immobiliers	Biens fonciers (3)	Au moins un produit	
		principale (2)	secondaire			d'épargne liquide(4)	d'assurance vie
1978	7,9	46,7	9,4	8,5	15,9	66,4	Q. non posée
1979	8,7	51,7	8,0	7,8	15,0	67,5	Q. non posée
1980	8,4	47,1	9,1	8,6	18,3	67,6	Q. non posée
1981	9,4	47,7	10,0	7,6	15,5	68,1	Q. non posée
1982	9,1	46,8	8,3	7,9	15,0	66,6	Q. non posée
1983	10,9	46,4	9,0	9,1	15,3	68,9	Q. non posée
1984	9,9	50,9	7,9	7,8	12,8	68,9	Q. non posée
1985	13,2	51,3	11,6	9,2	14,2	69,9	26,2
1986	15,6	49,9	9,8	8,2	12,8	68,0	29,5
1987	19,1	54,5	8,9	9,0	14,8	63,4	35,2

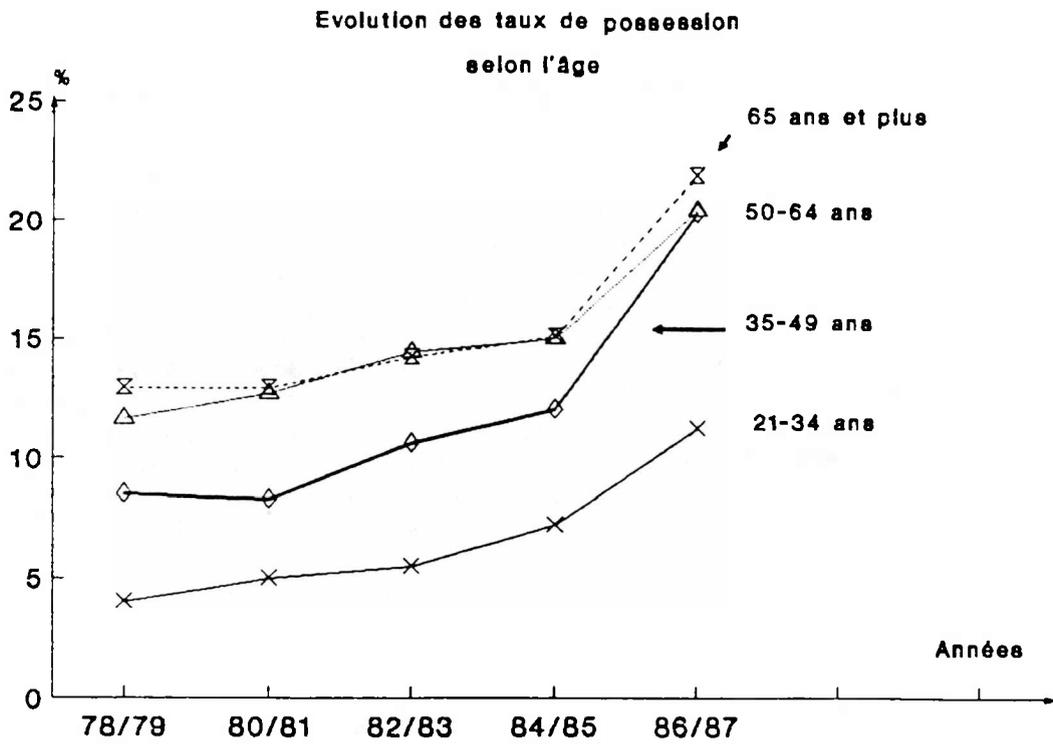
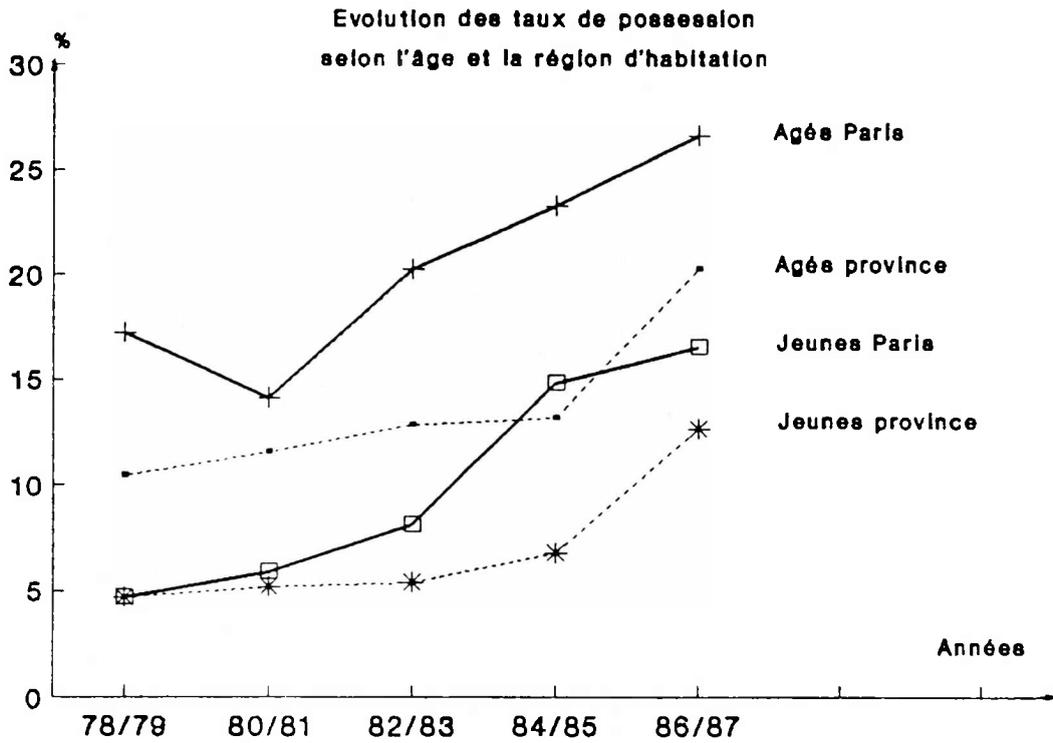
Il était précisé :

(1) obligations, actions
(2) propriétaire ou accédant
(3) terrains, bois
(4) livret de Caisse d'Epargne, épargne-logement

Au cours des 10 ans, les proportions de Français détenteurs des divers actifs de patrimoine, recensés dans le tableau ci-dessus, sont demeurées relativement stables. Seules, les valeurs mobilières échappent à ce constat; elles ont été l'objet d'un vif intérêt de la part des particuliers, encouragés par les différentes dispositions fiscales; de 8% de possesseurs en 1978, ils sont passés à 19%, fin 1987.

Cette augmentation du nombre des porteurs s'est accompagnée d'une profonde modification de la structure de la "clientèle" de valeurs mobilières. Aux porteurs traditionnels, sont venus se joindre des personnes plus jeunes (35-49 ans). C'est en particulier, les jeunes parisiens de moins de 40 ans, qui ont été les premiers à souscrire dès 1984-85; aussi fréquemment détenteurs que leurs homologues de province en 1978-79 (5%), leur nombre a proportionnellement davantage cru (avant 40 ans, 17% à Paris et 13% en province).

Valeurs mobilières



UNE SYNTHÈSE TYPOLOGIQUE 1978-1987

Un retour en arrière des opinions qui n'est qu'apparent

En quoi les perceptions des Français ont-elles changé depuis 10 ans ?

Il n'existe évidemment pas de réponse simple à cette question. Les outils de description statistique modernes permettent cependant d'apporter des éléments de synthèse, que l'on pourra interpréter avec toutes les précautions d'usage.

Les Français regroupés en 7 classes, d'après leurs opinions

A partir des réponses d'un échantillon de la population à une batterie de questions suivies depuis 1978, il est possible de regrouper les Français en 7 classes. Bien qu'issu d'un mode de calcul rigoureux, tout découpage de ce type reste un peu arbitraire. Cela permet cependant de quantifier des tendances discernables dans la société française, et fournit une image synthétique de l'ensemble des affinités d'opinions (cf. annexe).

Classe 1: LES CONSERVATEURS (13%) se distinguent essentiellement par le fait qu'ils se montrent satisfaits des institutions (la justice fonctionne assez bien), qu'ils ne souhaitent pas voir changer la société. Leurs anticipations coïncident avec leurs souhaits, puisqu'ils estiment que leurs conditions de vie resteront semblables dans les 5 ans à venir. *Les personnes les plus représentées dans cette classe sont les personnes âgées, plutôt provinciales, et à niveau de vie élevé.*

Age moyen: 52 ans
Revenu mensuel du foyer actualisé: 9200 F
Indice de niveau de vie/équipement: 3,4
Province, plus de 40 ans: 60% (44% en moyenne)

Classe 2: LES OPTIMISTES MODERNISTES (11%) jugent très positive l'évolution de leur niveau de vie depuis 10 ans, et pensent que cette situation continuera dans les 5 prochaines années. Ils se montrent satisfaits de la société telle qu'elle existe. A propos de la famille, ils affichent une attitude de type moderniste : les femmes peuvent travailler quand elles le désirent, le mariage peut être dissout par accord mutuel. *Le représentant-type de cette classe est jeune, diplômé, sans enfant. On y trouve des étudiants, des cadres supérieurs, et des cadres moyens. Le niveau de vie est élevé.*

Age moyen: 34 ans
Revenu mensuel du foyer actualisé: 12000 F
Indice de niveau de vie/équipement: 3,3
Cadre supérieur, profession libérale: 13% (5% en moyenne)
Profession intermédiaire (cadre moyen): 17% (10% en moyenne)
Célibataire: 32% (19% en moyenne)

Classe 3: LES TRADITIONALISTES SATISFAITS (15%) sont des personnes qui expriment leur parfait contentement en ce qui concerne leur situation personnelle: santé, cadre de vie quotidien. Ils sont modérément optimistes sur l'évolution de leur niveau de vie, mais ils critiquent parfois la société (justice). Leurs opinions sur la famille sont nettement traditionalistes: la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu, le mariage est une union indissoluble ... *On trouve dans cette classe beaucoup de provinciaux, de ménagères, de personnes peu diplômées, au niveau de vie moyen. La télévision est regardée tous les jours.*

Age moyen; 46 ans
 Revenu mensuel du foyer actualisé; 9200 F
 Indice de niveau de vie/équipement; 3,2
 Province; 90% (81% en moyenne)
 Diplôme d'enseignement général, aucun ou CEP; 66% (56% en moyenne)

Classe 4: LES TRADITIONALISTES PLUTÔT INSATISFAITS (20%) jugent plutôt négative l'évolution de leur niveau de vie, mais se montrent relativement satisfaits de leur état de santé et de leur cadre de vie quotidien. Leurs opinions relatives à la famille sont proches de celles de la classe 3, un peu plus souples sur le mariage (dissout si problème grave). Ils estiment aussi que la société a besoin de transformations. *Ce sont avant tout des personnes âgées, provinciales, des retraités, au niveau de vie moyen.*

Age moyen; 49 ans
 Revenu mensuel du foyer actualisé; 8500 F
 Indice de niveau de vie/équipement; 3,2
 Province plus de 40 ans; 57% (44% en moyenne)

Classe 5: LES MODERNISTES (18%) se caractérisent essentiellement par leurs opinions relatives à la famille: elle n'est pas le seul endroit où l'on se sent bien et détendu, les femmes peuvent travailler quand elles le désirent, le mariage peut être dissout par accord mutuel. Contrairement à ce qu'on observe dans la classe 2, beaucoup souhaitent un changement de la société, et critiquent les institutions. Ils se montrent modérément optimistes quant à l'évolution de leurs conditions de vie. *On trouve ici beaucoup de jeunes parisiens, diplômés, mais à bas niveau de vie. Les cadres moyens sont fortement sur-représentés, mais également les employés.*

Age moyen; 33 ans
 Revenu mensuel du foyer actualisé; 9800 F
 Indice de niveau de vie/équipement; 2,8
 Profession intermédiaire (cadre moyen); 18% (9% en moyenne)
 Employé; 17% (11% en moyenne)
 Cadre supérieur, profession libérale; 7% (5% en moyenne)
 Célibataire; 35% (19% en moyenne)

Classe 6: LES "NE SAIT PAS" (11%): ils se distinguent par un nombre important de non-réponses à l'ensemble des questions actives. *Ce sont avant tout des personnes âgées, des provinciaux, des ménagères, à faible niveau de vie.*

Age moyen; 54 ans
 Revenu mensuel du foyer actualisé; 6600 F
 Indice de niveau de vie/équipement; 2,7
 Province plus de 40 ans; 62% (44% en moyenne)
 Retraité; 34% (18% en moyenne)

Classe 7: LES INSATISFAITS/ EXCLUS (13%); sur tous les sujets, ils se montrent très pessimistes, ou très critiques: niveau de vie, justice, médecine, informatique. Leurs opinions sur la famille sont plutôt de type traditionaliste. *Le niveau de vie est bas, le niveau de diplôme faible. Beaucoup de chômeurs appartiennent à cette classe, ainsi que d'ouvriers.*

Age moyen; 45 ans
 Revenu mensuel du foyer actualisé; 7900 F
 Indice de niveau de vie/équipement; 2,7
 Chômeur; 10% (5% en moyenne)
 Ouvrier; 28% (22% en moyenne)
 Femme divorcée; 7% (4% en moyenne)

De 1978 à 1987, retour à la case départ ?

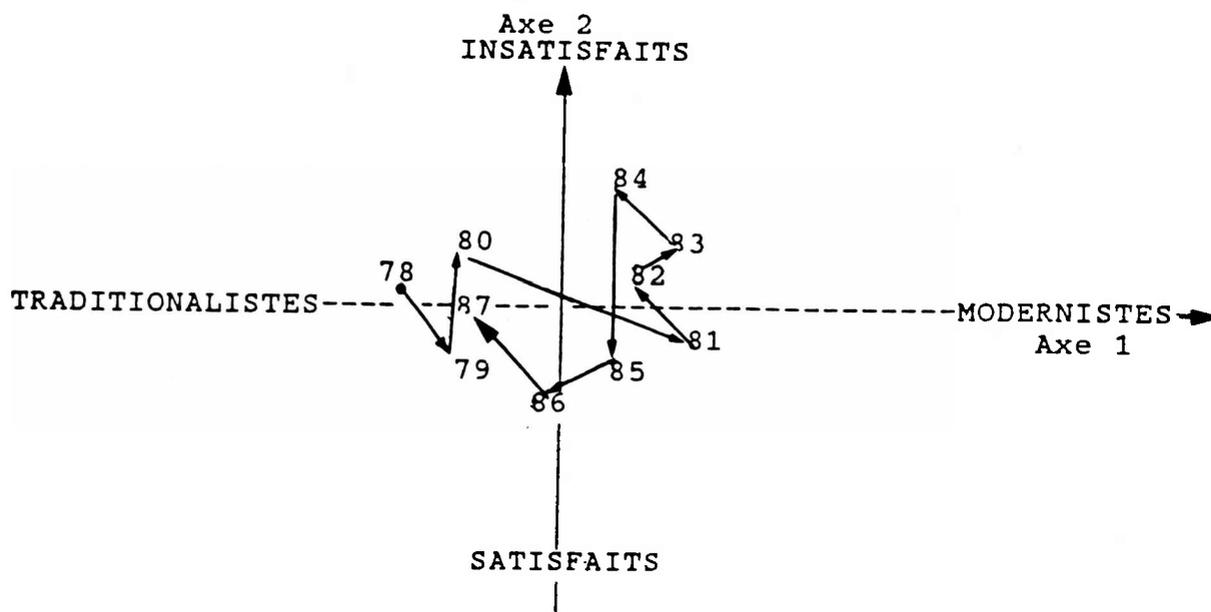
L'évolution des opinions de l'ensemble des Français est représentée sur la figure 1.

De 1978 à 1981, se diffusent les opinions modernistes sur la famille, avec une amplitude exceptionnelle en 1981. Cette évolution est ensuite complètement arrêtée, et à partir de 1986, mais surtout en 1987, on assiste à un repli vers des valeurs traditionnelles.

L'année 1984 est celle du plus fort pessimisme enregistré en 10 ans. En 1985 et 1986, les Français reprennent confiance, mais 1987 marque un retour à un pessimisme relatif.

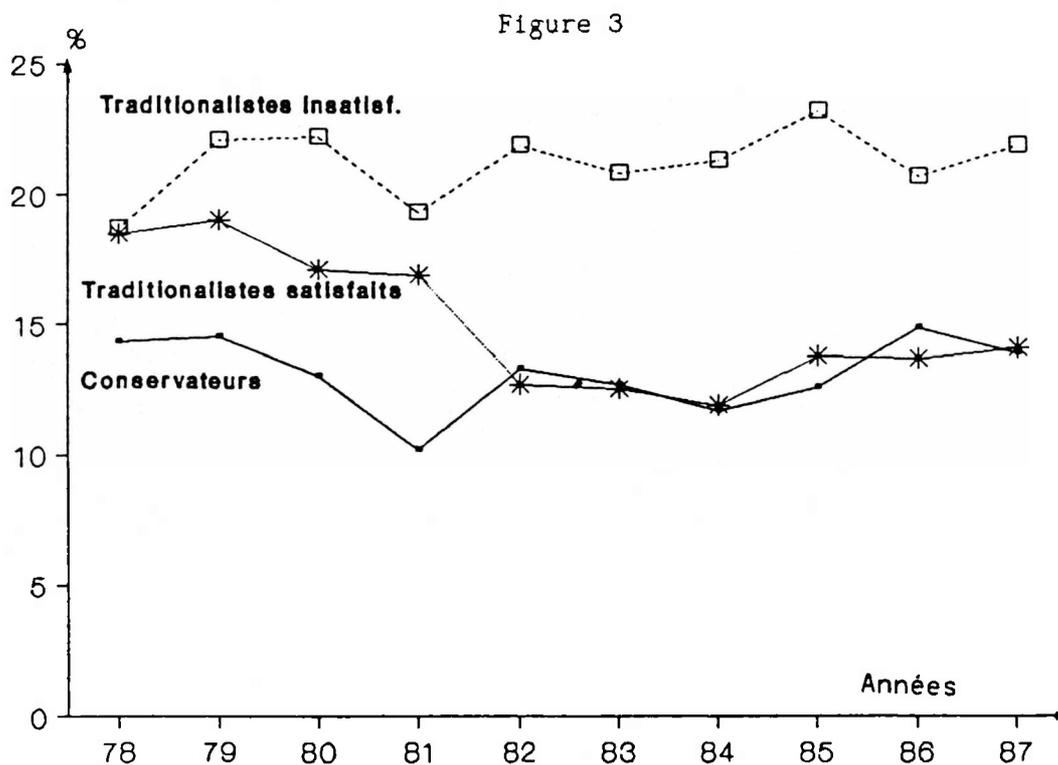
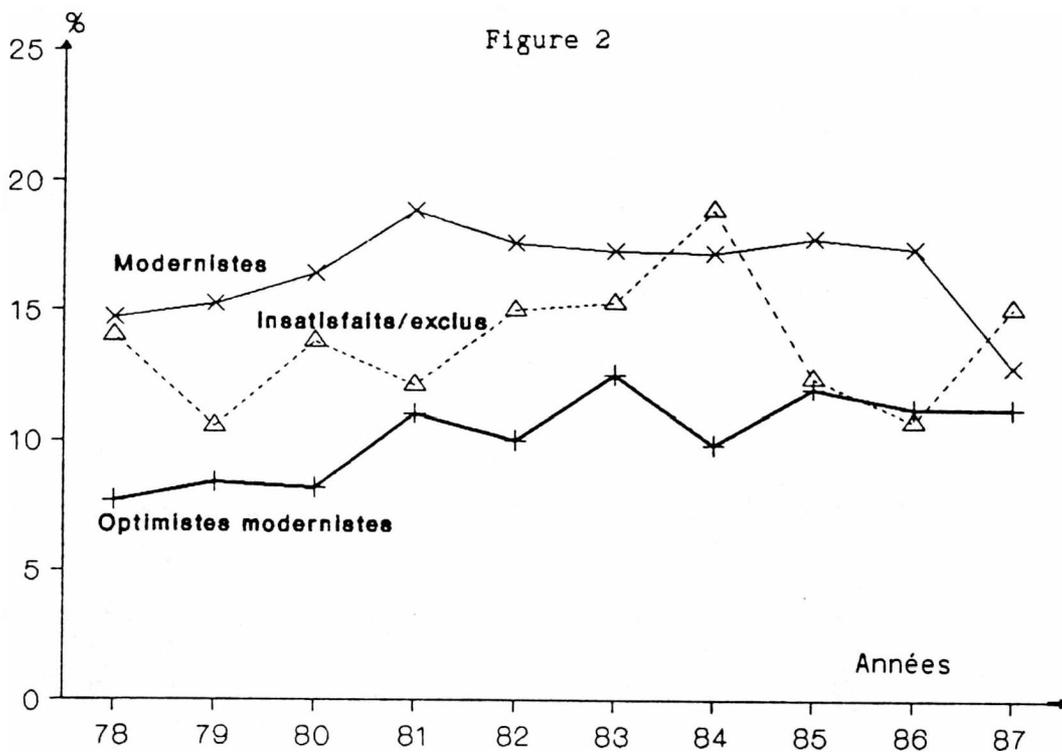
En résumé, de 1981 à 1984, on pouvait distinguer une tendance qui se dégageait au-delà des fluctuations annuelles. Depuis, il semble que l'on assiste à un retour en arrière: le point 1987 est très proche du point 1978. Est-on vraiment revenu au point de départ ?

Figure 1
 Evolution de la France dans l'espace des opinions



Evolution des classes d'opinion

Pourcentage de personnes appartenant à chaque classe



Evolution des classes d'opinion

Les figures 2 et 3 montrent l'évolution de l'importance des différentes classes.

La classe des "modernistes" atteint son maximum en 1981, et perd beaucoup d'ampleur en 1987. Mais surtout, il semble qu'on assiste à l'essor d'une population résolument optimiste en ce qui concerne son avenir, et proche des idées "modernistes" sur la famille. Une grande part des personnes qui défendaient des idées de type "moderniste", manifestaient également par ailleurs des insatisfactions ou des revendications vis-à-vis de la société actuelle. C'est cette classe qui diminue fortement en 1987, à un niveau plus bas qu'en 1978.

Les opinions des traditionalistes sont souvent plus modérées que celles des modernistes, même s'il existe une classe de personnes très insatisfaites, qui est proche des opinions "traditionalistes". C'est d'ailleurs cette classe qui a brusquement "gonflé" en 1984, pour perdre presque 10 points de 1984 à 1985. Elle résume en grande partie les "humeurs" des Français.

Plus intéressante sans doute est l'évolution des traditionalistes modérés. Ceux-ci se partageaient presque équitablement entre plutôt "satisfaits" et "plutôt mécontents" jusqu'en 1981. En 1982, le nombre de "satisfaits" a fortement diminué et s'est stabilisé à ce niveau jusqu'en 1987. Les traditionalistes de 1987 sont moins souvent satisfaits de l'évolution de leur niveau de vie que ceux de 1978.

Cela est évidemment une conséquence du fort ancrage factuel des opinions: les opinions traditionalistes ne sont pas souvent le fait des classes sociales les plus favorisées.

Un "retour en arrière" qui dissimule de grandes disparités

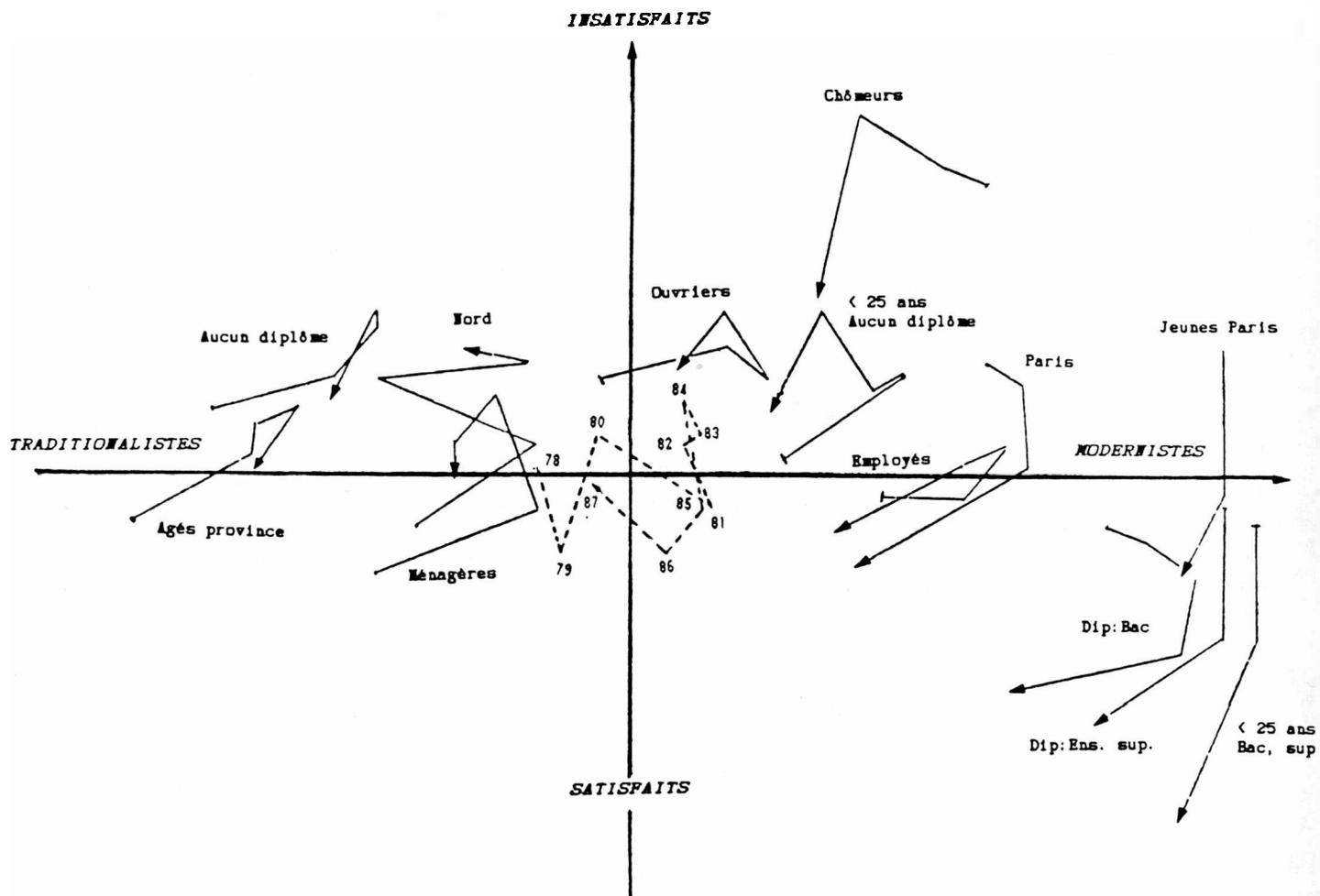
La figure 4 montre l'évolution des opinions de quelques catégories de la population. Afin d'améliorer la qualité de l'information, comme de la présentation, les trajectoires ont été calculées en groupant les années deux à deux. En "lissant" ainsi les trajectoires, le regain de pessimisme de 1987 est atténué.

Les populations les plus favorisées, à haut niveau de diplôme, qui sont également les plus "modernistes", ont eu une évolution bien différente de la moyenne: quand la France devenait globalement de plus en plus pessimiste, eux se montraient relativement plus optimistes.

De plus, il n'y a pas eu chez les diplômés de diffusion notable d'idées modernistes. Ils sont même touchés plus fortement que les autres par la vague de retour aux valeurs traditionnelles qui semble avoir gagné la France en 1987.

Les parisiens de moins de 40 ans, qui jusqu'en 1983 se montraient très critiques vis-à-vis de la société, se sont déplacés très nettement en fin de période vers le pôle des "satisfaits".

Figure 4
Trajectoire de la France et de diverses catégories
dans l'espace des opinions



Guide de lecture;

1) La trajectoire de la France est représentée en pointillé

2) Trajectoire de diverses catégories

Pour simplifier la représentation, les trajectoires de chaque catégorie ont été calculées en groupant les années deux par deux; de 78/79 à 86/87. Les opinions évoluent diversement; les habitants de la région Nord vers l'insatisfaction, les diplômés et les parisiens vers un optimisme relatif, sans accroissement de modernisme ...

A l'inverse, les populations qui se situent clairement parmi les plus traditionalistes, à gauche du graphique, provinciaux de plus de 40 ans, non-diplômés, sont celles qui ont le plus longtemps évolué vers le pôle moderniste, de 1978 à 1983. Elles ont été moins marquées que les autres par le retour aux valeurs traditionnelles. Elles ressentaient également une insatisfaction croissante de 1978 à 1984, qui a été suivie par un léger regain d'optimisme en fin de période.

On remarquera les différences de comportement chez les plus jeunes selon le niveau de diplôme. Les plus diplômés ont évolué de la même façon que l'ensemble des diplômés, leur optimisme relatif est encore plus marqué en fin de période. L'évolution des moins de 25 ans sans diplôme ressemble davantage à celle de populations peu favorisées: pessimisme croissant jusqu'en 1984/85, avec un renversement de tendance en fin de période; accroissement du modernisme jusqu'en 1981, et retour à des valeurs traditionnelles, dès 1984.

La trajectoire des chômeurs peut surprendre: tout en restant plus mécontents que la moyenne des Français, leur insatisfaction diminue entre 1984 et 1987. Leur situation ne pouvant guère s'aggraver, beaucoup anticipent une amélioration de leurs conditions de vie dans les 5 ans à venir.

La France de 1987 n'est plus celle de 1978. En moyenne, les opinions des Français en 1987, se rapprochent de celles exprimées en 1978. En moyenne seulement, car les opinions des diverses catégories de population n'ont pas évolué de la même façon.

ANNEXE

Les questions qui ont servi à construire les classes:

Dans une étude longitudinale d'opinion ou de perception, la principale difficulté rencontrée est de nature sémantique: l'intitulé des questions est-il toujours perçu de la même façon par les personnes interrogées ? Les thèmes retenus dans le système d'enquêtes il y a 10 ans sont-ils toujours aussi pertinents pour analyser la société actuelle ? De nouvelles questions ne devraient-elles pas figurer dans l'analyse ?

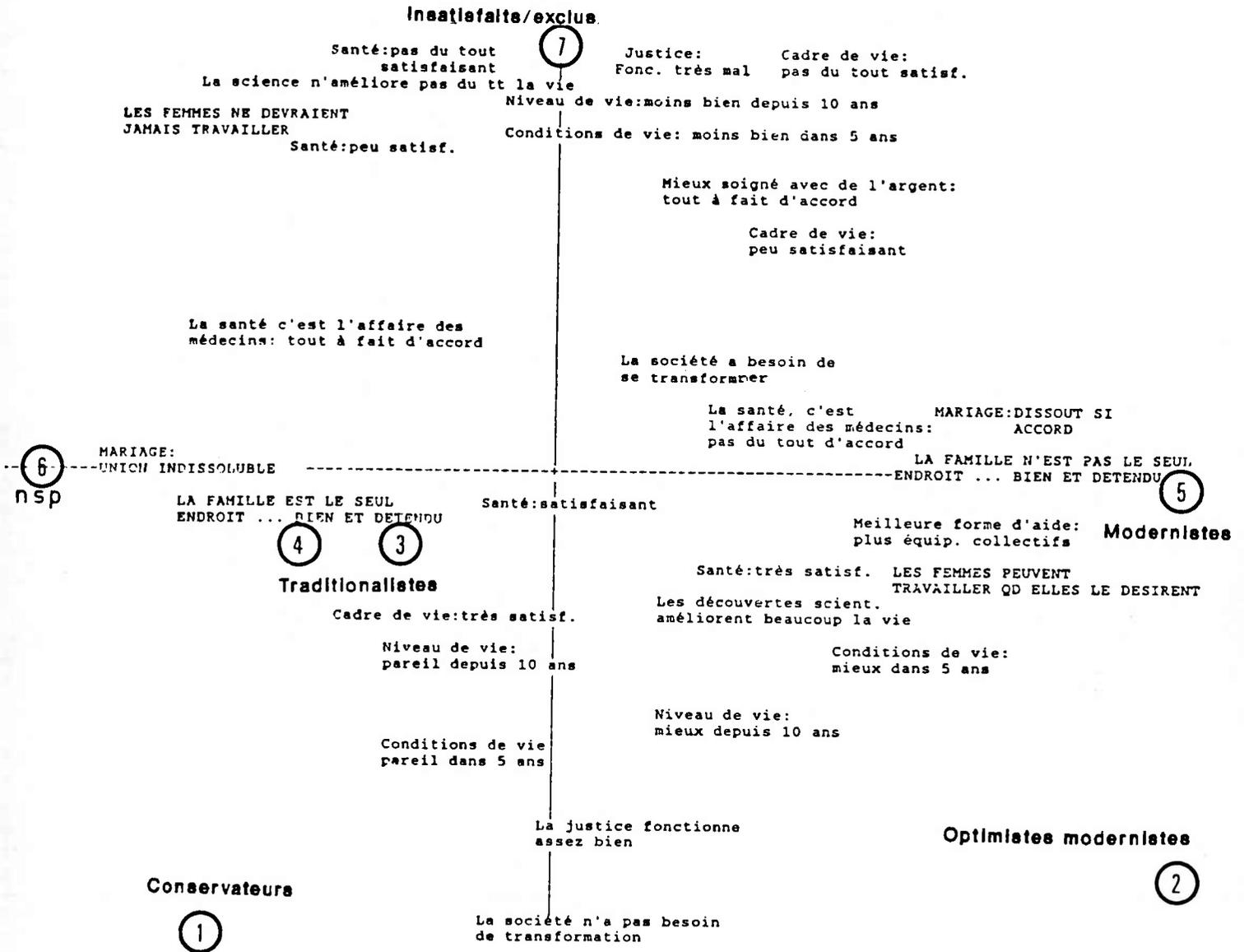
En fait, notre réponse sur ce point ne peut être que pragmatique: il faut choisir entre des séries longues imparfaites, et des informations plus fines, mais ne permettant pas d'étudier les évolutions.

Une autre difficulté tient aux limites techniques des outils utilisés: les résultats obtenus n'ont rien d'universel; ils sont hypothéqués par le choix de l'équilibre des thèmes à synthétiser.

Liste des questions "actives":

- 1) Evolution du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années.
- 2) Evolution des conditions de vie au cours des cinq prochaines années
- 3) Accord avec l'idée: "la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu"
- 4) Opinion sur le mariage: indissoluble/ dissout en cas de problème grave/ dissout en cas d'accord mutuel.
- 5) Opinion à propos du travail des femmes: ne doivent pas travailler/ pas quand elles ont des enfants en bas âge/ travaillent dans tous les cas où elles le désirent
- 6) Opinion sur le cadre de vie quotidien
- 7) Opinion sur l'effet des découvertes scientifiques sur l'amélioration de la vie quotidienne.
- 8) Satisfaction vis-à-vis de l'état de santé personnel
- 9) Accord avec l'assertion: "Le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins"
- 10) Accord avec l'assertion: "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations"
- 11) Opinion sur la solution la plus efficace pour accroître l'efficacité de l'aide aux familles: argent/ services/ équipements collectifs
- 12) Accord avec l'assertion: "la société a besoin de se transformer profondément"
- 13) Opinion sur le fonctionnement de la justice

Figure 5
Espace global des opinions



Sur cette figure sont représentées les affinités existant entre les réponses aux différentes questions qui ont servi à construire les classes. Quand deux opinions sont proches, elles sont souvent exprimées par les mêmes personnes. L'axe horizontal oppose les traditionalistes (à gauche) aux modernistes (à droite), L'axe vertical oppose les mécontents (en haut) aux satisfaits (en bas),

Les centres de gravité des classes d'opinion sont représentés par leurs numéros.

Dans cet espace des opinions ont été projetées les trajectoires de la France et de diverses catégories de population (Figures 1 et 4),

25 OCT. 1988

Collection
des rapports

Octobre 1988

N° 43



Sont récemment parus

- ▶ Le système d'enquêtes "Conditions de vie et aspirations des Français", L'image du chômage et de son indemnisation, Rapport Technique - Phase IX - Automne 1986, par Catherine Duflos, N° 40, Août 1988.
 - ▶ Le système d'enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français", Les images de l'enseignement et leurs évolutions de 1985 à 1987, Rapport Technique -Phase X - Automne 1987, par Laurence Haeusler, N° 41, Août 1988.
 - ▶ Corbeil-Essonnes : Situation d'une commune dans une structure régionale, par Isa Aldeghi, N° 42, Septembre 1988.
 - ▶ Hors Collection : L'emploi des femmes dans la dynamique spatiale - Ressemblance et diversité sociale des communes françaises - Annexe 1, par Isa Aldeghi et Nicole Tabard, Juin 1988.
 - ▶ Hors Collection : L'emploi des femmes dans la dynamique spatiale - Ressemblance et diversité sociale des quartiers de l'Ile-de-France, Annexe 2, par Isa Aldeghi, Frédéric Chateau, Nicole Tabard, Juin 1988.
- 